

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 430

27 février 2009

SOMMAIRE

2XTV S.A.	20637	SAAF (Lux) - S.A. SICAV-SIF	20603
ArcelorMittal Rodange et Schifflange	20595	Sarominvest S.A.	20599
BLACKROCK Fund Management Compa- ny S.A.	20627	Short-Term-Credit-Invest	20635
Braci Holding S.A.	20598	Sienna S.A.	20599
Buxan S.A.	20600	Sofidecor S.A.	20600
Calgary (Holdings) S.A.	20601	TR-Bond-Invest	20632
Commodities-Invest	20634	TR-Bond-Invest	20632
ConvertibleProtect-Invest	20634	UniEuroAspirant	20640
C.T. - A & A S.A.	20594	UniEuroRenta Corporates 2010	20635
Daillan S.A.	20595	UniEuroRenta Corporates 2011	20635
Domanial S.A.	20601	UniEuroRenta Corporates 2012	20633
Escalette Investissements S.A.	20598	UniGarantPlus: Deutschland (2012)	20633
Eurocash-Fund	20601	UniMoneyMarket	20633
Feraud S.A.	20596	UniMoneyMarket	20636
Fidilux	20602	Union Investment Luxembourg S.A.	20633
Forlux S.A.	20596	Union Investment Luxembourg S.A.	20635
Global-HighYield-Invest	20634	Union Investment Luxembourg S.A.	20632
Imperial Group	20602	Union Investment Luxembourg S.A.	20634
Invest Euro Rent	20626	UniSector	20636
Invest Euro Rent	20626	UniSector	20637
KBL European Private Bankers S.A.	20597	UniSector	20639
LIGA-Pax-Corporates-Union	20625	UniSector	20639
LIGA-Pax-Corporates-Union	20632	UniSector	20640
Méridel Holding	20599	UniSector	20639
MFS Investment Funds	20640	UniSector	20637
Moses S.A.	20600	UniSector	20636
Passaya S.A.	20596	Valauris Investments S.A.	20594
Pescado Holding S.A.	20594	VV-Strategie	20640
Pradera Central & Eastern Fund	20636	Wilson Finance	20597
RP Rendite Plus	20626	Wischbone S.A.	20598
		WVB	20625

Valauris Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 83.977.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 17 mars 2009 à 11:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009020631/696/17.

C.T. - A & A S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 74.654.

The shareholders shall convene to the

EXTRAORINARY GENERAL MEETING

to be held in its offices situated 15, rue du Fort BOURBON in L-2149 LUXEMBOURG, on Thursday, 19 March 2009 at 02.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Comments regarding the Judgment n°183/2009 of the Action of C.T.-A&A SA against its former Directors delivered by the Luxembourg Commercial Court on February 12, 2009;
2. Legal Remedies against the Judgment n°183/2009 of February 12, 2009;
3. Miscellaneous

Shareholders are advised that no quorum is required for the items on the Agenda of the Extraordinary General Meeting and that decisions will be taken based on simple majority of the shares present or represented at the Shareholder's Meeting.

Luxembourg, February 24, 2009.

Juerg WYLER

The Liquidator

Référence de publication: 2009022983/5913/21.

Pescado Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 101.509.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le 16 mars 2009 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2008.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2009024551/1023/16.

ArcelorMittal Rodange et Schifflange, Société Anonyme.

Siège social: L-4823 Rodange, 2, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 10.643.

Les actionnaires de la société anonyme ArcelorMittal Rodange et Schifflange, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 10643 (ci-après, la «Société»), sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 19 mars 2009 à partir de 11 heures au siège social, 2 rue de l'Industrie, L-4823 RODANGE.

Les actionnaires sont invités à délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et attestation du réviseur d'entreprises sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2008.
2. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2008.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs pour l'exercice 2008.
5. Désignation d'un réviseur d'entreprises pour l'exercice 2009.
6. Intégration fiscale d'ArcelorMittal Rodange et Schifflange ainsi que des sociétés Armatures S.A. et Arcelor Commercial Rebar S.A. avec ArcelorMittal.
7. Divers

Pour assister à cette assemblée, les Actionnaires sont priés de se conformer aux dispositions de l'article 27 des statuts. Il est rappelé aux actionnaires qu'en vertu de l'article 26 des statuts «Tout Actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée Générale par un mandataire spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait droit d'assister à l'Assemblée».

Ainsi, les propriétaires de titres nominatifs aviseront la Société six jours francs au moins avant la date de l'assemblée de leur intention de se prévaloir de leurs titres et se présenteront à l'assemblée munis de leurs certificats d'inscription nominative.

Les propriétaires de titres au porteur auront à effectuer le dépôt de leurs titres six jours francs au moins avant la date de l'assemblée, soit au siège social de la Société, soit dans l'un des établissements suivants au Luxembourg:

BGL

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT

DEXIA-BIL S.A.

SOCIETE GENERALE BANK & TRUST S.A.

Les procurations éventuelles devront être déposées au siège social de la Société au plus tard le jeudi 12 mars 2009.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009021980/6257/36.

Dailkan S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 52.759.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 20 mars 2009 à 9 heures 30 au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du conseil d'administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009024556/755/18.

Feraud S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 48.046.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,
qui aura lieu le 17 mars 2009 à 09.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2008.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 sur la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2009024549/1023/17.

Passaya S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 127.349.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,
qui aura lieu le 16 mars 2009 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2008.
4. Ratification de la cooptation d'un nouvel Administrateur.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2009024550/1023/17.

Forlux S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 15.886.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra jeudi, le 19 mars 2009 à 9.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2008.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Ratification de la cooptation de M. Jacques CLAEYS comme administrateur, décidée par le conseil d'administration en date du 18 décembre 2008 et nomination de M. Jacques CLAEYS comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2010.
6. Ratification de la cooptation de M. Sébastien ANDRE comme administrateur, décidée par le conseil d'administration en date du 22 décembre 2008 et nomination de M. Sébastien ANDRE comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2010.
7. Décharge à l'administrateur démissionnaire, M. Cornelius Martin BECHTEL, quant à l'exercice de son mandat.
8. Décharge à l'administrateur démissionnaire, M. Sinan SAR, quant à l'exercice de son mandat.

9. Reconduction de M. Gérard BIRCHEN dans ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2010.
10. Reconduction de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. dans son mandat de commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2010.
11. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2009024554/29/28.

Wilson Finance, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 49.380.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,
qui aura lieu le 18 mars 2009 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2008.
4. Décision de la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2009024552/1023/17.

KBL European Private Bankers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 43, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 6.395.

Les actionnaires de la société anonyme KBL European Private Bankers sont invités à assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
qui se tiendra le 18 mars 2009 à 11.00 heures au siège social de la société indiqué ci-dessus:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration sur les opérations et la situation de la banque pour l'exercice 2008
2. Approbation des comptes annuels et de l'affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux administrateurs
4. Composition du Conseil d'Administration
5. Divers

Les actionnaires sont priés de se conformer aux articles 26 et 27 des statuts de la Société et de déposer leurs actions et/ou annoncer leur participation à l'assemblée pour le 13 mars 2009 au plus tard.

Les actionnaires qui détiennent encore des actions au porteur sont, suite à la décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 25 avril 2007, invités à convertir leurs actions au porteur en actions nominatives avant d'exercer leur droit de vote à l'assemblée générale. Les actionnaires souhaitant convertir leurs actions au porteur en actions nominatives sont priés d'en avertir Mme D. Servais pour le 13 mars 2009 au plus tard.

Les actionnaires peuvent obtenir toute information complémentaire ainsi qu'un modèle de procuration pour se faire représenter à l'assemblée auprès de:

Madame Danielle SERVAIS

43, Boulevard Royal

L-2955 Luxembourg

Tel : 00 352 / 4797 2529

Fax : 00 352 / 4797 2160

Danielle.servais@kbl-bank.com

Référence de publication: 2009024558/755/29.

Braci Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 85.100.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra jeudi, 19 mars 2009 à 13.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2008.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Décharge à l'administrateur démissionnaire, M. Pietro LONGO, pour l'exercice de son mandat.
7. Ratification de la cooptation de M. Xavier SOULARD comme administrateur décidée par les administrateurs restants en date du 14 novembre 2008 et nomination de M. Xavier SOULARD comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
8. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2009024553/29/22.

Escalette Investissements S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 93.807.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 19 mars 2009 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009024557/755/19.

Wischbone S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 20.543.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 19 mars 2009 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009024561/755/18.

Sarominvest S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 62.310.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 20 mars 2009 à 14.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport du Commissaire à la Liquidation,
- Décharge au Liquidateur et au Commissaire à la Liquidation,
- Clôture de la Liquidation,
- Indication de l'endroit où les livres et documents sociaux devront être déposés et conservés pendant cinq ans.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le liquidateur.

Référence de publication: 2009024559/755/17.

Sienna S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 45.322.

La première Assemblée Générale Ordinaire convoquée pour le jeudi 26 février 2009 à 10.00 heures n'ayant pu délibérer sur la décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société, faute de quorum de présence,

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 3 avril 2009 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009024560/755/17.

Méridel Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 19.169.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme MERIDEL HOLDING S.A. sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi, 17 mars 2009 à 14.30 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2008.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009024562/750/15.

Moses S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 66.074.

Les actionnaires sont priés d'assister à:

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur, le 9 mars 2009 à 11.00 heures, pour délibération sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes au 31 décembre 2008
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Divers

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2009013778/1212/18.

Sofidecor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 37.580.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 10 mars 2009 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009014005/755/19.

Buxan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R.C.S. Luxembourg B 27.303.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 mars 2009 à 11.00 heures au 4, rue Tony Neuman L-2141 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2008
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009019947/560/17.

Calgary (Holdings) S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 20.520.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

GENERAL MEETING

which is going to be held extraordinarily at the address of the registered office, on *March 16, 2009* at 11.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

"Resolution to be taken according to article 100 of the law of August 10, 1915."

The statutory general meeting held on May 7, 2008 was not able to deliberate on the item 3, as the legally required quorum was not achieved. The general meeting, which is going to be held extraordinarily on March 16, 2009, will deliberate whatever the proportion of the capital represented.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009016887/534/16.

Eurocash-Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 45.631.

Gemäß Art. 22 ff. der Statuten laden wir die Aktionäre zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

ein, die am *11. März 2009* um 16.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfinden wird.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrats und des Wirtschaftsprüfers über das am 31. Dezember 2008 abgelaufene Geschäftsjahr.
2. Genehmigung der Bilanz zum 31. Dezember 2008 samt GuV und Anhang sowie Beschlussfassung über die Gewinnverwendung.
3. Beschlussfassung über die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrats für ihre Tätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr.
5. Verlängerung des Mandats des Wirtschaftsprüfers.
6. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung sowie zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens fünf Tage vor der Versammlung die Depotbestätigung eines Kreditinstituts bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Aktien bis zur Beendigung der Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist. Die Vollmachten müssen wenigstens fünf Tage vor der Versammlung am Sitz der Gesellschaft hinterlegt werden. Hinsichtlich der Anwesenheit einer Mindestanzahl von Aktionären gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Luxemburg, im Februar 2009.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2009017484/1999/25.

Domanial S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 41.966.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi *11 mars 2009* à 16.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,

- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009019950/755/19.

Fidilux, Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 25.314.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *10 mars 2009* à 10.00 heures au 4, rue Tony Neuman L-2141 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2008
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009019948/560/17.

Imperial Group, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1952 Luxembourg, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre.

R.C.S. Luxembourg B 133.041.

Der Verwaltungsrat hat beschlossen, am *6. März 2009* um 10.30 Uhr in 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre, L-1952 Luxembourg die

ORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre mit folgender Tagesordnung einzuberufen:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung zum 31. Dezember 2008.
3. Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Zusammensetzung des Verwaltungsrates und Dauer der Mandate.
6. Ernennung des Abschlussprüfers.
7. Verschiedenes.

An der Generalversammlung kann jeder Aktionär - persönlich oder durch einen schriftlich Bevollmächtigten - teilnehmen, der seine Aktien spätestens am Dienstag, den *3. März 2009* am Gesellschaftssitz, bei der HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) SA, Luxemburg, oder der HSBC Trinkaus & Burkhardt AG, Düsseldorf, oder der Erste Bank der oesterreichischen Sparkassen AG, Wien, hinterlegt und bis zum Ende der Generalversammlung dort belässt. Jeder Aktionär, der diese Voraussetzung erfüllt, erhält eine Eintrittskarte zur Generalversammlung.

Luxemburg, im Februar 2009.

IMPERIAL GROUP

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2009021381/755/27.

SAAF (Lux) - S.A. SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 144.637.

—
STATUTES

In the year two thousand and nine, on the fourth of February.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

Clarideu Leu AG, a company having its registered office at 32, Bahnhofstrasse, CH-8070 Zurich,
duly represented by Mrs Arlette SIEBENALER, employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on February 2, 2009.

The proxy given, signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts has requested the notary to state as follows the Articles of Incorporation ("Articles") of a public limited Company («société anonyme») in the form of an investment Company with variable capital («Société d'Investissement à Capital Variable - SICAV») which it hereby forms:

Art. 1. Denomination. There exists among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited Company («société anonyme») in the form of an investment Company with variable capital («Société d'Investissement à Capital Variable - SICAV») with multiple compartments under the name of "SAAF (Lux) - S.A. SICAV-SIF" (hereinafter referred to as «the Company»).

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period from the date hereof.

Art. 3. Object. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities and other assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the law of 13th February 2007 on Specialised Investment Funds (hereinafter referred to as «the Law»).

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic, or social developments have occurred, or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. Share capital - Shares Sub-funds-Categories of share. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of all the sub-funds of the Company as defined in Article "Determination of Net Asset Value" hereof.

At the incorporation, the initial capital of the Company is EUR 31,000.- (thirty-one thousand euro) represented by 310 (three hundred and ten) fully paid shares without designation of a nominal value.

The minimum capital of the Company shall be as provided by the Law: EUR 1,250,000.- (one million two hundred and fifty thousand euros). The minimum capital of the Company must be reached within 12 months after the date on which the Company has been authorized as a specialized investment fund under Luxembourg law.

The Company constitutes one sole legal entity. With regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each sub-fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it. The Company shall maintain for each Sub-Fund a separate portfolio of assets. As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant sub-fund and for the purpose of the relations as between shareholders, each sub-funds will be deemed to be a separate entity. The assets of a sub-fund are only applicable to the debts, engagements and obligations of that sub-fund.

The proceeds of the issue of each sub-funds shall be invested, pursuant to Article "Object" hereof, in securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each sub-funds.

Within each sub-fund, the Board of Directors is entitled to create different categories that may be characterized by their distribution policy (distribution shares, capitalization shares), their reference currency, their fee level, and/or by any other feature to be determined by the Board of Directors.

All the rules applicable to the sub-funds are also applicable mutatis mutandis to the categories of shares.

The Board of Directors is entitled to proceed to a "split" or a "reverse split" of the shares of one sub-fund of the Company.

Payments of dividends will be made to holders of distribution shares, in respect of registered shares, at their address in the Register of Shareholders whereas the corresponding amounts due to capitalization shares will not be paid but will stay invested in the Company on their behalf.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each sub-fund shall, if not expressed in USD, be converted into USD, and the capital shall be equal to the total of the net assets of all the sub-funds.

Art. 6. Registered shares. Shares will only be issued in registered form.

Fractions of shares can be issued up to three decimals places.

Such fractional shares shall not be entitled to vote, except to the extent their number is so that they represent a whole share, but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant sub-fund on a prorata basis.

Shareholders will receive a confirmation of their shareholding.

Shares may be issued upon acceptance of the subscription. The subscriber will, upon issue of the Shares and receipt of the purchase price, receive title to the Shares purchased by him.

All issued shares of the Company shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such Register shall contain the name of each holder of inscribed shares, his residence or elected domicile and so far, as notified to the Company, the number, sub-fund held by him, and the amount paid in on each such share.

Every transfer of a share shall be entered in the Register of Shareholders, and every such entry shall be signed by one or more officers of the Company or by one or more persons designated by the Board of Directors.

Transfer of registered shares shall be effected by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders, and the address of the shareholder will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder.

The shareholder may, at any time, change his address, as entered in the Register of Shareholders, by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Art. 7. Restrictions on shareholding. The Board of Directors shall have power to impose such restrictions as it may think necessary, for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered. Such prohibited persons include, but are not limited to, investors who do not qualify as Eligible Investors within the meaning of Article 2 of the law.

The shares will be exclusively restricted to investors who qualify as Eligible Investors within the meaning of article 2 of the Law.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any «U.S. Person», as defined hereafter.

For such purposes, the Company may:

(a) decline to issue any Share where it appears to it that such issue would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding Shares in the Company,

(b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a person who is precluded from holding Shares in the Company, and

(c) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding Shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of Shares, compulsorily redeem from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

(1) the Company shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the Redemption Price (as defined below) in respect of such Shares is payable. Any such Redemption Notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the Register of Shareholders. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such Shareholder shall cease to be a Shareholder and the Shares previously held by him shall be cancelled. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates (if issued) representing the Shares specified in the Redemption Notice;

(2) the price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the «Redemption Price») shall be an amount equal to the Redemption Price of Shares in the Company of the relevant Portfolio, determined in accordance with Article "Valuations and suspension of Valuations" hereof;

(3) payment of the Redemption Price will be made to the Shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant Portfolio and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person but only, if a Share certificate shall have been issued, upon surrender of the Share certificate or certificates representing the Shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid;

(4) the exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding Shares in the Company at any meeting of Shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term «U.S. Person» shall include a national or resident of the United States of America, a partnership organised or existing in any state, territory or possession of the United States of America, a corporation organised under the laws of the United States of America or of any state, territory or possession thereof or areas subject to its jurisdiction, or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which arises from sources outside the United States (which is not effectively connected with the conduct of a trade or business within the United States) and is not included in gross income for the purposes of computing United States federal income tax.

Art. 8. Powers of the General Meeting of Shareholders. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company if the decisions to be taken are of interest for all the shareholders. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the sub-fund held by them. It shall have the broadest power to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. However, if the decisions are only concerning the particular rights of the shareholders of one sub-fund, such decisions are to be taken by a General Meeting representing the shareholders of such sub-fund.

Art. 9. General Meetings. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Wednesday of August in each year at 5:00 p.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 10. Quorum and votes. The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each whole share of whatever sub-fund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a proxy to another person in writing (or facsimile transmission) who needs not to be a shareholder and who may be a member of the Board.

Shareholders can vote using mail poll by fulfilling a form which shall indicate their identity and their choice concerning the vote or their abstention. Forms which do not indicate the vote or the abstention are void.

In order to be taken into account for the calculation of quorum, such forms shall have been received by the Company at the latest 2 bank business days in Luxembourg before the date of the meeting of shareholders.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of expressed votes.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 11. Convening notice. Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to article 70 of the Luxembourg law of August 10th, 1915 (as amended).

It shall also be called upon the written request of shareholders representing at least 1/10 of the share capital. One or more shareholders representing together at least 1/10 of the subscribed share capital may require to add new items on the agenda of the general meeting. This request shall be sent at the registered office of the Company at least 5 bank business days in Luxembourg before the date of the meeting by registered letter.

Art. 12. Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members; members of the Board of Directors need not to be shareholders of the Company.

In the event the general meeting ascertains that a sole shareholder holds the entirety of the Company's shares, the Company may be managed by a sole member. Such management shall be effective until the annual general meeting taking place after the Company ascertains that its shares are held by more than one shareholder.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period of six years, and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a legal entity being appointed as member of the Board of Directors, such legal entity shall appoint a permanent representative who will exercise the mandate in the name and on behalf of such legal entity. The legal entity may withdraw its representative only by appointing a successor at the same time.

In the event of a vacancy of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such a vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 13. Proceedings of Directors. The Board of Directors chooses from among its members a chairman. He shall preside at all meetings of shareholders and at the Board of Directors. In his absence, the shareholders or the Board of Directors, may appoint any Director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting. The Board of Directors shall also choose a secretary, who needs not to be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman of any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least forty eight hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or any other similar means of communication by each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing (by any means of communication) another Director as his proxy. A Director may represent several of his colleagues.

Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communication equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specially authorized thereto by resolution of the Board of Directors.

The Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors are present or represented. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not to be members of the Board.

Circular resolutions in writing approved and signed by all Directors have the same effect as resolutions voted at the Board meetings. Such approval shall be confirmed in writing (by any means of communication) and all documents shall join the record that proves that such decision has been taken.

Art. 14. Minutes of Board Meetings. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 15. Determination of investment policies. The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each sub-fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

Art. 16. Interest of the Directors. No contract or other transaction between the Company and any other Company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a Director, associate, officer or employee of such other Company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any Company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other Company or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term «personal interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the investment adviser or any subsidiary thereof, or such other Company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors on its discretion.

Art. 17. Indemnity. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other Company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 18. Administration. Vis-à-vis third parties, the Company is bound by the joint signature of any two directors or of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 19. Auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be exercised by an auditor («réviseur d'entreprise agréée») appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company. The auditor shall fulfill all duties prescribed by the law.

Art. 20. Redemption and conversion of Shares. As is more especially prescribed here below, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitation set forth by law and the conditions stipulated in the Issue Document.

Any shareholder of an open-ended sub-fund may request the redemption of all or part of his shares by the Company. The redemption price shall be paid within the period provided by the Issue Document. and shall be equal to the Net Asset Value for the relevant sub-fund as determined in accordance with the provisions of Article "Determination of Net Asset Value" hereof less such rates and commissions as (if any) at the rate provided by the Issue Document . If in exceptional circumstances the liquidity of any particular sub-fund is not sufficient to enable the payment to be made within this period, such payment will be made as soon as reasonably practicable thereafter. For this purpose, the Company may sell some assets of the relevant sub-fund or make temporary borrowings.

If the requests for redemption and/or conversion received for any category of shares on any specific Calculation Date exceed a certain percentage of all shares in issue of such category, such percentage being fixed by the board of directors from time to time and disclosed in the Issue Document, the board of directors may defer such redemptions and/or conversion requests for such period as permits sufficient of the assets of the Company to be disposed of in order to meet such redemption requests.

In the case of redemption requests in excess of 10 per cent of the Net Assets of a sub-fund, the Company may decide to defer on a pro rata basis redemptions to the next Calculation Date. In case of a deferral of redemptions, the relevant shares shall be redeemed at the Net Asset Value per share prevailing on the Calculation Date on which the redemption is effected. On such Calculation Date such requests shall be complied with by giving priority to the earliest request.

Any such request must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares.

All redeemed shares may be cancelled. Any taxes and duties levied in connection with the redemption of shares of the Company shall be charged to the Company.

In exceptional circumstances the Board of Directors may request that a shareholder accepts 'redemption in kind' i.e. receives a portfolio of stock from the relevant category of equivalent value to the appropriate cash redemption payment. In such circumstances the investor must specifically accept the redemption in kind. He may always request a cash redemption payment in the reference currency of the category. Where the investor agrees to accept redemption in kind he will, as far as possible, receive a representative selection of the category' holdings pro rata to the number of shares redeemed and the Board of Directors will make sure that the remaining shareholders do not suffer any loss therefrom.

The value of the redemption in kind will be certified by the Company's auditor certificate drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg law to the expense of the Company.

In the case of conversion requests in excess of 10 per cent of the Net Assets of the shares of the sub-fund to be converted, the Company may decide to defer on a pro rata basis conversions to the next Calculation Date. In case of a deferral of conversions, the relevant shares shall be converted at the Net Asset Value per share prevailing on the Calculation Date on which the conversion is effected. On such Calculation Date such requests shall be complied with by giving priority to the earliest request.

Unless the Board of Director decided to prohibit the conversion between sub-funds, any shareholder may request the conversion of whole or part of his shares into shares of another sub-fund at the respective Net Asset Value of the shares of the relevant sub-fund, provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of an administration charge.

Holders of distribution shares will have the right to convert all or part of their shares into capitalization shares and vice versa, at a price equal to the respective applicable Net Asset Values. The Board of Directors may in its discretion levy a charge on such shareholders.

Art. 21. Valuations and suspension of Valuations. The Net Asset Value of shares in the Company shall be determined by the Administrative Agent under the responsibility of the Board of Directors as to the shares of each sub-fund by the Company from time to time, but in no instance less than once a year, as the Board of Directors by regulation may direct (every such day or time for calculation of Net Asset Value being referred to herein as a "Calculation Date"), provided that in any case where any Calculation Date would fall on a day observed as a legal or bank holiday by banks in Luxembourg, such Calculation Date shall then be the next bank business day in Luxembourg.

The Company may suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any particular sub-fund or all sub-funds and the issue and redemption of the shares in such sub-fund or sub-funds as well as conversion from and to shares of such sub-fund during:

(a) any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Company attributable to such category of shares from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

(b) any period when the Net Asset Value of one or more undertaking for collective investment, in which the Company will have invested and the units or the shares of which constitute a significant part of the assets of the Company, cannot be determined accurately so as to reflect their fair market value as at the Valuation Day;

(c) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company would be impracticable;

(d) any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of such category of shares or the current prices or values on any stock exchange in respect of the assets attributable to such category of shares;

(e) any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares of such category or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the directors be effected at normal rates of exchange.

Any such suspension shall be publicized, if appropriate, by the Company and shall be notified to shareholders requesting purchase of their shares by the Company at the time of the filing of the written request for such purchase as specified in article twenty-one hereof.

Such suspension as to any sub-fund shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other sub-fund.

Any shareholder having asked to be informed of the Net Asset Value will be informed of any such suspension.

Art. 22. Determination of Net Asset Value. The Net Asset Value per share of a sub-fund shall be expressed in the reference currency of the relevant sub-fund. The Net Asset Value per share will be determined by dividing the net assets of the sub-fund by the total number of shares of that sub-funds then outstanding taking into account the allocation of the net assets between the different existing categories of shares and shall be rounded up or down to the nearest whole thousandth.

The valuation of the Net Asset Value of the different sub-funds shall be determined according to Luxembourg GAAP as follows:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered),

c) all bonds, time notes, shares, stock, debentures stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company;

d) all stock, stock dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information

thereon is reasonably available to the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights or by similar practices);

e) all interests accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company, and

g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

B. The value of such assets shall be determined as follows:

1) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

2) the value of securities (including shares or units in closed-end undertakings for collective investment) which are quoted or dealt in on any stock exchange shall be valued, except as defined in 3) below, at its latest available publicised stock exchange closing price and, if deemed appropriate by the board of directors, the bid market price on the stock exchange which is normally the principal market for such security;

3) where investments of the Company are both listed on a stock exchange and dealt in by market makers outside the stock exchange on which the investments are listed, then the directors will determine the principal market for the investments in question and they will be valued on the basis of the latest available publicised closing prices in that market;

4) Securities dealt in on another regulated market are valued in a manner as near as possible to that described in paragraph 2);

5) Each share or unit in an open ended undertaking for collective investment will be valued at the last available net asset value whether estimated or final, which is computed for such unit or shares on the same Valuation Day, failing which, it shall be the last net asset value computed prior to the Valuation Day on which the Net Asset Value of the shares in the Company is determined.

6) In respect of shares or units of an undertaking for collective investment held by the Company, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the Directors may decide to value such shares or units in line with the prices so established.

7) If, since the day on which the latest net asset value was calculated, events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of shares or units in other undertaking for collective investment held by the Company, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Directors, such change of value.

8) In the event that any of the securities held in the Company's portfolio on the Valuation Day are not quoted or dealt in on a stock exchange or another regulated market, or for any of such securities, no price quotation is available, or if the price as determined pursuant to sub-paragraphs 2) and/or 4) is not in the opinion of the directors representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities shall be determined based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

9) All other assets will be valued at their respective fair values as determined in good faith by the directors in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

a) loans, bills and accounts payable;

b) all accrued or payable administrative expenses (including investment advisory fee, management fee, custodian fee and corporate agents' fees);

c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the Calculation Date falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Calculation Date, as determined from time to time by the Company, and other reserves if any authorized and approved by the Board of Directors and;

e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities the Board of Directors may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The Directors shall establish a pool of assets for each sub-fund taking into account the allocation of net assets between distribution and capitalization shares in the following manner:

a) the proceeds from the issue of each sub-fund shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that sub-fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool as the assets from which it was derived and on each re-valuation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the net asset values of the relevant sub-funds; provided that all liabilities, whatever pool they are attributable to, shall, unless otherwise agreed upon with the creditors, be binding upon the Company as a whole;

e) upon the payment of dividends to the holders of distribution shares of any sub-fund, the Net Asset Value of such distribution shares shall be reduced by the amount of such dividends. The corresponding amounts due to capitalization shares will remain invested in the Company on their behalf.

D. For the purposes of this Article:

a) shares of the Company to be redeemed under Article "Redemption and conversion of Shares" hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Calculation Date referred to Article "Valuation and suspension of the valuation", and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

b) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the currency of the relevant sub-fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares and

c) effect shall be given on any Calculation Date to any acquisitions or sales of securities contracted for by the Company on such Calculation Date, to the extent practicable.

The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any as of the Company.

Art. 23. Subscription price. Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be the Net Asset Value as hereinabove defined for the relevant sub-fund plus such commissions as (if any) at the rate provided by the Issue Document. Such price will be rounded up or down to the nearest whole thousandth being rounded up of the currency in which the net asset value of the relevant shares is calculated. Any remuneration to agents in the placing of the shares shall be paid out of such commission. The price so determined shall be payable within the period provided by the Issue Document.

The Board of Directors is authorized without limitation to issue partially paid-up shares at any time at the Net Asset Value or at the respective Net Asset Values per share determined in accordance with Article "Determination of the Net Asset Value" hereof without reserving the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any duly authorized Director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new shares.

The subscription price (exclusive of any initial charge which may be made from time to time) may, upon approval of the Board of Directors, and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report dressed by the independent auditor confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board of Directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

Art. 24. Charges of the company. The following costs will be charged to the Company:

- the Directors' fees and expenses;
- the investment adviser and manager fees;
- all taxes which may be due on the assets and the income of the Company;
- usual banking fees due on the transactions with respect to the securities held in the portfolio of the Company (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);
- the remuneration of the Custodian, Domiciliary, Administrative and Registrar and Transfer Agent; the custody charges of banks, clearing houses and financial institutions to whom custody of assets are entrusted;
- legal expenses that may be incurred by the Company or the Custodian while acting in the interest of the shareholder;
- the cost of preparing and/or filing of any documents concerning the Company, including registration statements and Issue Documents and explanatory memoranda with all authorities having jurisdiction over the Company or the offering of shares of the Company, the cost of preparing and distributing in such languages as are required for the benefit of the shareholders, annual, semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, bookkeeping and of net asset value calculation; the cost of preparing and distributing public notices to the shareholders; the listing fees; the fees of the lawyers and auditors and all similar administrative charges.

All recurring charges will be charged first against current income, then against capital gains, then against assets.

The costs and expenses incurred in connection with the formation of the Company and the issue of shares referred to herein, including those incurred in the preparation and publication of the Issue Document, all legal and printing costs, certain launch expenses (including advertising costs) and preliminary expenses will be borne by the Company, and amortized over the first five years on a straight line basis.

Art. 25. Financial year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st April of each year and shall terminate on the 31st March.

The accounts of the Company shall be expressed in USD. Where there shall be different sub-funds as provided for in Article "Share capital - Shares Sub-funds - Categories of share" hereof, and if the accounts within such sub-funds are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into USD and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Company.

Art. 26. Distribution of income. The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board of Directors in respect of each sub-fund, determine how the annual net investment income, the realized capital gains and the unrealized capital gains after deduction of unrealized capital losses, shall be disposed of. The payment of dividends shall be determined by the holders of distribution shares at the annual general meeting, upon the proposal of the Board of Directors. The corresponding amounts due to capitalization shares will not be paid but will stay invested in the Company on their behalf. When a dividend is distributed to distribution shares, the net asset value of these distribution shares will be reduced by the aggregate amount of the dividend.

Distribution of dividends can be made for any amounts (including effectively a repayment of capital) provided that after distribution the net asset value of the Company exceeds the minimum capital of EUR 1,250,000.-. However the nature or the distribution (capital or revenue) must be disclosed.

Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on dividends to be distributed to the shares of any sub-fund shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set forth above, of the holders of such shares.

The dividends declared may be paid in the reference currency of the relevant category of shares or any other currency selected by the Board of Directors, and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to convert dividend funds into the currency of their payment.

The Board of Directors is allowed to decide the payment of an interim dividend.

Art. 27. Distribution upon liquidation. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of the shareholders. The liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the Law.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article "Share capital - Shares Sub-funds-Categories of share" hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum, shall be required, shall decide on such dissolution by simple majority of the expressed Shares at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article "Share capital - Shares Sub-funds-Categories of share" hereof; in such an event, the meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by decision of shareholders holding one fourth of the shares at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each sub-fund shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each sub-fund in proportion of their holding of shares in such sub-fund.

The liquidator(s) shall use its/their best efforts to terminate, sell or otherwise dispose of any outstanding investments of the Company.

The liquidator(s) shall apply the asset available for distribution among the shareholders in accordance with the provisions of the Articles and the Issue Document and shall act in accordance with applicable laws and regulations.

The Board of Directors may decide at any time the closing of one or more sub-funds of the Company in the following events:

- for any reason the value of the total net assets in any sub-fund has not reached or has decreased to a minimum amount determined by the Board of Directors on a case by case basis to be the minimum level for such sub-fund to be operated in an economically efficient manner, or
- in case of modification in the political, economic or monetary situation, or
- as a matter of economic rationalisation.

The Board of Directors may decide to redeem all the shares of the relevant sub-fund at the Net Asset Value per Share (taking into account actual realization prices of investments, realization expenses and liquidation costs) determined on the Calculation Date at which such decision shall take effect.

The Company shall serve a written notice to the shareholders of that relevant sub-fund prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons of and the procedure for the redemption operation. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the relevant sub-fund may continue to request redemption or, conversion of their shares free of any redemption or conversion fee (but taking into account actual realization prices of investments, realization expenses and liquidation costs) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the General Meeting of Shareholders will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board of Directors, to redeem all the shares of a sub-fund and refund to the shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realization prices of investments, realization expenses and liquidation costs) determined on the Calculation Date at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such General Meeting of Shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of expressed votes. The General Meeting of Shareholders will be called upon Notices sent to shareholders by post at least 40 days prior to the meeting at their addresses in the register of Shareholders. Notices will also be published in the Memorial. Such notices will set forth the agenda and specify the time and place of the meeting and the conditions of admission thereto and will refer to the requirements of Luxembourg law with regard to the necessary quorum and majorities at the meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of maximal nine months beginning from the decision of such liquidation; after such period, the assets will be deposited with the "Caisse des Consignations" on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 28. Merger of Sub-Funds. Under the same circumstances, the Board of Directors may decide to allocate the assets of some sub-funds to those of another sub-fund of the Company or to another UCI governed by the Law and to re-designate the shares of the sub-fund concerned as shares of that new sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders).

Such decision will be published in the Memorial, a Luxembourg newspaper at wide spreading and sent by notice to the shareholders at their address mentioned in the register of shareholders. (the publication will, contain information in relation to the new fund), one month prior to the effectiveness thereof in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of any redemption or conversion fee as stated in the Issue Document, during such a period of one month.

The one-month notice may be levied provided that all concerned shareholders have by written agreed the merger.

a) Within the Company:

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the General Meeting of Shareholders will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board of Directors, to contribute the assets and liabilities attributable to any sub-fund to another sub-fund within the Company. There shall be no quorum requirements for such General Meeting of Shareholders which shall decide upon such amalgamation by resolution taken by simple majority of expressed votes.

b) To another UCI:

In case of contribution to another UCI, the merger will be binding only on shareholders of the relevant sub-fund who will expressly agree to the merger.

The decision to merge a sub-fund in the circumstances and in the manner described in the preceding paragraphs may also be taken at a General Meeting of the Shareholders of the sub-fund to be merged where no quorum is required and where the decision to merge must be approved by shareholders holding at least 50% of the expressed votes.

The contribution of one sub-fund into another foreign collective investment undertaking is only possible with the unanimous agreement of all the shareholders of the relevant sub-fund or under the condition that only the shareholders who have approved the operation will be transferred.

Art. 29. Amendment of Articles. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any sub-fund vis-à-vis those of any other sub-fund shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant sub-fund.

Art. 30. General. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies and amendments thereto and the law of 13th February 2007 on Specialised Investment Funds.

Transitory provision

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and end on March 31st, 2010.

The first annual general meeting shall be held for the first time in the Grand Duchy of Luxembourg in the year 2010.

Subscription and payment

The initial capital of the Company was subscribed as follows:

Clarideu Leu AG, prenamed: Three hundred and ten shares	310 shares
Total:	310 shares

Evidence of the above payments, totalling EUR 31.000,- (thirty-one thousand euros) was given to the undersigned notary.

The subscriber of shares declares that, upon determination of the Board of Directors of the Company, he will elect the relevant category of shares to which the shares they subscribed to shall appertain.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Article 26 of the Law of 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 6,000.-.

General Meeting of Shareholders

The above-named person, representing the entire subscribed capital has taken the following resolutions:

1) The following are elected as directors:

- a) Mr Rafik FISCHER, born on April 27, 1960 in Luxembourg, L-2955 Luxembourg, 43, boulevard Royal.
- b) Mr André SCHMIT, born on December 13, 1952 in Ettelbruck, L-2960 Luxembourg, 11, rue Aldringen,
- c) Mr Emil STARCK, born on July 30, 1966 in Appenzell, Switzerland, CH-8022 Zurich, 26, Claridenstrasse,
- d) Mr Walter GERIG, born on July 5, 1949 in Butschwil, Switzerland, CH-8022 Zurich, 26, Claridenstrasse.

Their mandate will end at the issue of the annual general meeting in 2010.

2) The following has been appointed as auditor to the Company:

KPMG Audit, L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer (RCS Luxembourg B 103.590).

Its mandate will end at the issue of the annual general meeting in 2010.

3) The Company's registered office address is at:

11, rue Aldringen
L-111 Luxembourg

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the first above named persons, this deed is written in English, followed by a German translation; at the request of the said persons, in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date named at the beginning of this deed.

This deed having been read to the said person, the said person appearing before the Notary signed together with the Notary, this original deed.

Follows the German translation

Im Jahre zweitausendundundneun, am vierten Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Clarideu Leu AG, Gesellschaft mit Sitz in CH-8070 ZÜRICH, 32, Bahnhofstrasse,
ordnungsgemäß vertreten durch Frau Arlette SIEBENALER, Privatangestellte, beruflich wohnhaft in Luxemburg,
auf Grund einer Vollmacht, die ihr am 2. Februar 2009 erteilt wurde.

Die erteilte Vollmacht, nach ne varietur Paraphierung durch die erschienene Person und den unterzeichneten Notar, bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt.

Die erschienene Partei in der Eigenschaft, in der sie hier handelt, hat den Notar gebeten, die folgende Satzung einer Aktiengesellschaft (Société Anonyme) in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'Investissement à Capital Variable, kurz SICAV, festzulegen, die von ihr geschaffen wird.

Art. 1. Name der Gesellschaft. Zwischen den Zeichnern und all jenen, die künftig Anteile erwerben, besteht eine Aktiengesellschaft (Société Anonyme) in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'Investisse-

ment à Capital Variable, kurz SICAV) mit mehreren Teilfonds, die unter dem Namen «SAAF (Lux) - S.A. SICAV-SIF» (nachstehend die «Gesellschaft») firmiert.

Art. 2. Dauer der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird ab dem Datum dieser Satzung auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 3. Gegenstand der Gesellschaft. Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft besteht in der Anlage des ihr zur Verfügung gestellten Kapitals in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten mit dem Ziel, die Anlagerisiken zu streuen und die Anteilinhaber an den durch die Portfolioverwaltung erwirtschafteten Erträgen zu beteiligen.

Die Gesellschaft kann unter Ausschöpfung sämtlicher Möglichkeiten, die das luxemburgische Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (nachstehend das «Gesetz») vorsieht, alle Maßnahmen und Handlungen vornehmen, die sie für die Erreichung und Förderung des Gesellschaftszwecks für geeignet hält.

Art. 4. Sitz der Gesellschaft. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt im Großherzogtum Luxemburg. Auf Beschluss des Verwaltungsrats können sowohl in Luxemburg als auch im luxemburgischen Ausland Zweig- oder sonstige Geschäftsstellen errichtet werden.

Stellt der Verwaltungsrat fest, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Entwicklungen eingetreten sind oder bevorstehen, die die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz der Gesellschaft bis zur vollständigen Normalisierung der Verhältnisse vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Solche vorübergehenden Maßnahmen wirken sich nicht auf die Nationalität der Gesellschaft aus, die trotz einer vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Art. 5. Anteilskapital - Teilfonds - Anteilskategorien. Das Gesellschaftskapital wird durch nennwertlose Anteile dargestellt und entspricht jederzeit dem Gesamtnettovermögen aller Teilfonds der Gesellschaft im Sinne des Artikels «Ermittlung des Nettoinventarwerts» dieser Satzung.

Das Anfangskapital der Gesellschaft beträgt bei Gründung 31.000,- EUR (einunddreißigtausend Euro), dargestellt durch 310 (dreihundertzehn) nennwertlose Anteile.

Das Mindestkapital der Gesellschaft beläuft sich auf den gesetzlich vorgeschriebenen Betrag in Höhe von 1.250.000,- EUR. (eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro). Das Mindestkapital der Gesellschaft muss innerhalb von 12 Monaten nach Zulassung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds luxemburgischen Rechts erreicht werden.

Die Gesellschaft stellt eine einzige Rechtseinheit dar. Gegenüber Dritten, insbesondere gegenüber den Gläubigern der Gesellschaft, haftet jedoch jeder Teilfonds ausschließlich für die Verbindlichkeiten, die ihm zugeordnet werden können. Für jeden Teilfonds bildet die Gesellschaft ein gesondertes Anlagenportfolio. Im Verhältnis der Anteilinhaber untereinander erfolgen die Anlagen jedes Portfolio ausschließlich zugunsten des jeweiligen Teilfonds, und für die Zwecke der Beziehungen zwischen den Anteilinhabern wird jeder Teilfonds als separate Einheit betrachtet. Die Anlagen eines Teilfonds können nur den Schulden, Verbindlichkeiten und Verpflichtungen dieses Teilfonds zugeordnet werden.

Die aus der Ausgabe der Anteile eines Teilfonds erzielten Erlöse werden gemäß dem Satzungsartikel«Zweck der Gesellschaft» in Wertpapieren oder anderen Vermögenswerten angelegt, die jeweils den vom Verwaltungsrat für die einzelnen Teilfonds jeweils festgelegten Regionen, Branchen, Währungsräumen oder spezifischen Aktien- oder Anleihenkategorien entsprechen.

Innerhalb jedes Teilfonds kann der Verwaltungsrat verschiedene Anteilskategorien auflegen, die sich jeweils hinsichtlich ihrer Ausschüttungspolitik (ausschüttende bzw. thesaurierende Anteile), ihrer Referenzwährung, der Höhe ihrer Gebühren und/oder anderer Merkmale, die der Verwaltungsrat bestimmt, unterscheiden können.

Alle Bestimmungen, die für die Teilfonds gelten, finden auch für die Anteilskategorien sinngemäß Anwendung.

Der Verwaltungsrat ist befugt, die Anteile eines Teilfonds der Gesellschaft zu teilen oder zusammenzulegen.

Die Zahlung von Dividenden erfolgt an die Inhaber von Ausschüttungsanteilen. Für Namensanteile geschieht dies an die im Anteilinhaberregister eingetragene Anschrift. Für die Thesaurierungsanteile werden die entsprechenden Beträge nicht ausgezahlt, sondern bleiben im Namen der Anleger in der Gesellschaft investiert.

Zur Ermittlung des Gesellschaftskapitals wird das den einzelnen Teilfonds zuzuordnende Nettovermögen, das nicht auf US-Dollar lautet, in US-Dollar umgerechnet. Das Kapital der Gesellschaft entspricht dem Gesamtnettovermögen aller Teilfonds.

Art. 6. Namensanteile. Die Anteile werden nur als Namensanteile ausgegeben.

Diese können als Anteilsbruchteile bis zu drei Dezimalstellen ausgegeben werden.

Solche Anteilsbruchteile sind mit keinerlei Stimmrechten ausgestattet, es sei denn, es bestehen so viele solcher Anteile, dass sie zusammen einen ganzen Anteil bilden. Anteilsbruchteile verleihen jedoch einen Anspruch auf einen proportionalen Anteil am Nettovermögen, das dem jeweiligen Teilfonds zuzurechnen ist.

Die Anteilinhaber erhalten eine Bestätigung über ihren Anteilbesitz.

Die Ausgabe der Anteile erfolgt nach Annahme der Zeichnung. Nach Ausgabe der Anteile und Eingang des Zeichnungspreises erwirbt der Zeichner den rechtlichen Anspruch auf die von ihm erworbenen Anteile.

Alle von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile werden im Anteilinhaberregister eingetragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren Personen geführt wird, die die Gesellschaft zu diesem Zweck ernannt hat. Dieses Register

enthält den Namen der Inhaber der eingetragenen Anteile, ihren Wohnsitz oder ein gegebenenfalls der Gesellschaft mitgeteiltes Wahlmohil, die Anzahl der gehaltenen Anteile (jeweils mit Angabe des Teilfonds) sowie den für jeden der betreffenden Anteile eingezahlten Betrag.

In das Anteillinhaberregister wird außerdem jede Anteilsübertragung eingetragen. Ein solcher Eintrag ist von einem oder mehreren Führungskräften der Gesellschaft oder von einer oder mehreren vom Verwaltungsrat bestimmten Personen zu unterzeichnen.

Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt durch schriftliche Übertragungserklärung, welche datiert sowie vom Übertragenden und vom Übertragungsempfänger bzw. ihren entsprechend bevollmächtigten Vertretern unterzeichnet sein muss und in das Anteillinhaberregister aufgenommen wird.

Inhaber von Namensanteilen müssen der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an die sämtliche Benachrichtigungen und Mitteilungen der Gesellschaft gesendet werden können. Diese Anschrift wird in das Anteillinhaberregister eingetragen.

Gibt der Anteilinhaber keine Anschrift an, so kann die Gesellschaft dies im Anteillinhaberregister vermerken lassen. In diesem Fall gilt der Sitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft jeweils festzulegende Anschrift so lange als Anschrift des Anteilinhabers, bis der Anteilinhaber der Gesellschaft eine andere Anschrift mitteilt.

Die Anteilinhaber können ihre im Anteillinhaberregister eingetragene Anschrift jederzeit durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an ihrem Sitz oder an eine andere Anschrift, die die Gesellschaft jeweils festlegt, ändern.

Art. 7. Beschränkungen des Anteilbesitzes. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, Beschränkungen festzulegen, die er für erforderlich hält um sicherzustellen, dass folgende Personen keine Anteile der Gesellschaft erwerben oder halten: (a) Personen, die gegen Gesetze oder Vorschriften eines Landes oder einer Regierungsbehörde verstoßen; oder (b) Personen, die Anteile unter Umständen erwerben oder halten, die nach Einschätzung des Verwaltungsrates dazu führen könnten, dass der Gesellschaft steuerliche oder andere finanziellen Nachteile entstehen, die ihr normalerweise nicht entstanden wären. Zu solchen unbefugten Personen zählen insbesondere Anleger, die nicht zu den «zulässigen Anlegern» im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes zählen.

Die Anteile sind ausschließlich Anlegern zugänglich, die zu den «zulässigen Anlegern» im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes zählen.

Insbesondere kann die Gesellschaft den Besitz von Anteilen an der Gesellschaft durch natürliche oder juristische Personen sowie durch US-Personen wie nachfolgend definiert beschränken oder verhindern.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

(a) die Ausgabe von Anteilen verweigern, wenn sie der Ansicht ist, dass eine solche Ausgabe dazu führt oder führen könnte, dass das wirtschaftliche oder direkte Eigentum solcher Anteile an eine Person übergeht, die zum Besitz von Anteilen der Gesellschaft nicht berechtigt ist;

(b) jederzeit eine im Anteillinhaberregister eingetragene Person dazu auffordern, der Gesellschaft alle Informationen in beglaubigter Form vorzulegen, die sie für erforderlich hält, um feststellen zu können, ob eine Person das wirtschaftliche Eigentum an den Anteilen des betreffenden Anteilinhabers innehat, die zum Besitz von Anteilen der Gesellschaft nicht befugt ist; und

(c) alle Anteile des betreffenden Anteilinhabers zwangsweise zurücknehmen, wenn sie der Auffassung ist, dass eine Person, die zum Besitz von Anteilen der Gesellschaft nicht befugt ist, alleine oder zusammen mit anderen Personen das wirtschaftliche Eigentum an den Anteilen innehat. Eine solche Rücknahme erfolgt auf folgende Weise:

(1) Die Gesellschaft schickt dem Inhaber der betreffenden Anteile bzw. der Person, die im Anteillinhaberregister als Eigentümerin der zurückzukaufenden Anteile eingetragen ist, eine Aufforderung (nachstehend die «Rückgabeaufforderung») mit Angabe der zurückzukaufenden Anteile, des für sie zu zahlenden Preises sowie des Ortes, an dem der Rücknahmepreis (wie nachstehend definiert) für diese Anteile zahlbar ist. Die Zustellung dieser Aufforderung an den betreffenden Anteilinhaber kann auf dem Postweg per Einschreiben an die letztbekannte oder an die im Anteillinhaberregister eingetragene Anschrift erfolgen. Unmittelbar nach Geschäftsschluss des in der Rückgabeaufforderung genannten Tags verliert der Anteilinhaber seinen Status als Anteilinhaber, und die zuvor von ihm gehaltenen Anteile werden entwertet. Der betreffende Anteilinhaber ist daraufhin verpflichtet, der Gesellschaft unverzüglich das/die Zertifikat/e für die in der Rückgabeaufforderung bezeichneten Anteile auszuhändigen, sofern solche ausgestellt wurden.

(2) Der Preis, zu dem die in einer Rückgabeaufforderung angegebenen Anteile zurückgekauft werden (nachstehend der «Rücknahmepreis»), entspricht dem Rücknahmepreis der Anteile des betreffenden Portfolios der Gesellschaft. Dieser berechnet sich gemäß Artikel «Bewertung und Aussetzung der Bewertung» dieser Satzung.

(3) Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt an den Anteilinhaber, der als Eigentümer dieser Anteile gilt, in der Referenzwährung des betreffenden Portfolios. Die Gesellschaft hinterlegt den entsprechenden Betrag bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (gemäß Angabe in der Rückgabeaufforderung) zur Auszahlung an diese Person. Wurde ein Anteilszertifikat ausgegeben, so unterliegt die Auszahlung der Bedingung, dass das/die entsprechende/n Zertifikat/e für die in der Rückgabeaufforderung angegebenen Anteile zuvor zurückgegeben wurde/n. Nachdem der Betrag wie vorstehend beschrieben hinterlegt wurde, erlischt für Personen, die einen Anspruch auf die in der Rückgabeaufforderung bezeichneten Anteile haben, das Recht auf alle diese Anteile sowie jeder Anspruch gegenüber der Gesellschaft oder deren Vermögenswerte, mit Ausnahme des Anspruches des Anteilinhabers, der als Eigentümer dieser Anteile gilt, auf Auszahlung des hinterlegten Preises (ohne Zinsen) durch die betreffende Bank wie vorstehend beschrieben.

(4) Die Ausübung der durch diesen Artikel verliehenen Rechte durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung angefochten oder für nichtig erklärt werden, das Eigentum einer Person an den Anteilen sei nicht hinreichend nachgewiesen worden oder die Eigentumsverhältnisse seien in Wirklichkeit anders gewesen, als sie der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rückgabebefugnis erschienen sind. Dies gilt unter der Voraussetzung, dass die Gesellschaft diese Befugnisse in gutem Glauben ausgeübt hat.

(d) die Stimmabgabe auf einer Hauptversammlung durch eine nicht zum Besitz von Anteilen an der Gesellschaft befugte Person untersagen.

Für die Zwecke dieser Satzung umfasst der Begriff «US-Person»: Personen, die Staatsbürger oder Einwohner der Vereinigten Staaten von Amerika sind; Personengesellschaften, die in einem Bundesstaat oder in Territorien oder Besitzungen der Vereinigten Staaten von Amerika bestehen oder gegründet wurden; Unternehmen, die nach dem Recht der Vereinigten Staaten von Amerika oder ihrer Bundesstaaten, Territorien oder Besitzungen oder anderer Regionen gegründet wurden, die in den Hoheitsbereich der USA fallen; Vermögens- oder Treuhandwerte, bei denen es sich nicht um solche handelt, deren Erträge aus Quellen außerhalb der Vereinigten Staaten von Amerika stammen (und die nicht im Zusammenhang mit der Ausübung eines Gewerbes oder Betriebs in den USA erzielt werden) und die bei der Veranlagung zur amerikanischen Einkommensteuer nicht im Bruttoeinkommen erfasst werden.

Art. 8. Befugnisse der Hauptversammlung. Jede ordnungsgemäß zusammengesetzte Hauptversammlung der Anteilhaber der Gesellschaft vertritt die Gesamtheit der Anteilhaber der Gesellschaft, sofern die Beschlüsse, die gefasst werden sollen, im Interesse aller Anteilhaber liegen. Die Beschlüsse der Hauptversammlung sind für alle Anteilhaber der Gesellschaft bindend, unabhängig von den Teilfonds, deren Anteile sie halten. Die Hauptversammlung hat weitestgehende Befugnisse zur Anordnung, Durchführung oder Genehmigung von Handlungen, die sich auf den Geschäftsbetrieb der Gesellschaft beziehen. Sofern die vorgesehenen Beschlüsse nur die besonderen Rechte der Anteilhaber eines Teilfonds betreffen, werden solche Beschlüsse von einer Hauptversammlung gefasst, die die Anteilhaber des jeweiligen Teilfonds vertritt.

Art. 9. Hauptversammlungen. Die Jahreshauptversammlung der Anteilhaber findet gemäß Luxemburger Recht am dritten Mittwoch im August jedes Jahres um 17.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort in Luxemburg statt, der in der Einberufung der Versammlung jeweils angegeben ist. Sofern dieser Tag kein Bankgeschäftstag in Luxemburg ist, findet die Jahreshauptversammlung am darauf folgenden Luxemburger Bankgeschäftstag statt. Die Jahreshauptversammlung kann außerhalb Luxemburgs stattfinden, wenn außergewöhnliche Umstände dies nach dem absoluten und abschließenden Urteil des Verwaltungsrats erfordern.

Alle anderen Versammlungen der Anteilhaber können an dem jeweils in der Einberufung der Versammlung angegebenen Ort und Datum abgehalten werden.

Art. 10. Beschlussfähigkeit und Stimmrechte. Sofern diese Satzung nichts anderes vorsieht, unterliegen die Einberufung und der Ablauf der Versammlungen der Anteilhaber der Gesellschaft den gesetzlichen Modalitäten in Bezug auf Beschlussfähigkeit und Fristen.

Gemäß dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung berechtigt jeder ganze Anteil jedes Teilfonds zu einer Stimme. Ein Anteilhaber kann an jeder Hauptversammlung auch teilnehmen, indem er eine andere Person schriftlich (oder per Faksimile) dazu bevollmächtigt. Dieser Bevollmächtigte braucht nicht Anteilhaber zu sein und es kann sich auch um ein Verwaltungsratsmitglied handeln.

Die Anteilhaber können auch mittels Briefabstimmung ihre Stimme abgeben. Hierzu ist ein Formular auszufüllen, das Angaben zur Identität des Anteilhabers enthält sowie darüber, ob er für oder gegen einen Beschluss stimmt oder sich gegebenenfalls enthält. Formulare, auf denen nicht angegeben ist, ob für oder gegen einen Beschluss gestimmt wird oder der Anteilhaber sich der Stimme enthält, sind ungültig.

Zum Zwecke der Ermittlung der Beschlussfähigkeit müssen solche Formulare spätestens 2 Luxemburger Bankgeschäftstage vor dem Tag der Versammlung der Anteilhaber bei der Gesellschaft eingegangen sein.

Sofern diese Satzung oder das Gesetz nichts anderes vorsehen, werden die Beschlüsse einer ordnungsgemäß einberufenen Versammlung der Anteilhaber mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Der Verwaltungsrat kann für die Teilnahme an den Versammlungen der Anteilhaber alle weiteren Bedingungen festlegen.

Art. 11. Einberufung der Versammlungen. Die Anteilhaber treten gemäß Artikel 70 des luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 (in der jeweils gültigen Fassung) auf Einberufung des Verwaltungsrats hin zusammen.

Hauptversammlungen können außerdem durch einen schriftlichen Antrag der Anteilhaber einberufen werden, wenn diese mindestens 1/10 des Anteilkapitals vertreten. Auf Antrag eines oder mehrerer Anteilhaber kann die Tagesordnung einer Hauptversammlung um weitere Punkte ergänzt werden, sofern diese/r Anteilhaber zusammen mindestens 1/10 des gezeichneten Anteilkapitals vertreten. Ein solcher Antrag ist mindestens 5 Luxemburger Bankgeschäftstage vor dem Tag der Versammlung per Einschreiben an den Sitz der Gesellschaft zu senden.

Art. 12. Verwaltungsratsmitglieder. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt; die Verwaltungsratsmitglieder brauchen nicht Anteilinhaber der Gesellschaft sein.

Stellt die Hauptversammlung fest, dass die Gesamtheit der Anteile der Gesellschaft von einem einzigen Inhaber gehalten werden, kann die Gesellschaft auch von einem einzigen Verwaltungsratsmitglied verwaltet werden. Dies bleibt bis zu der Hauptversammlung wirksam, die stattfindet, nachdem die Gesellschaft festgestellt hat, dass ihre Anteile wieder von mehr als einem Anteilinhaber gehalten werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Anteilhabern auf der Jahreshauptversammlung für einen Zeitraum von sechs Jahren gewählt, der jedoch nicht endet, bevor ein Nachfolger gewählt wurde und sich für dieses Amt qualifiziert. Ein Verwaltungsratsmitglied kann jedoch auf Beschluss der Anteilhaber jederzeit auch mit oder ohne Angaben von Gründen abberufen oder ersetzt werden.

Wurde eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied bestellt, so ernennt diese einen ständigen Vertreter, der das Mandat für und im Namen dieser juristischen Person ausübt. Eine solche juristische Person kann seinen Vertreter nur abberufen, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger ernennt.

Wird eine Verwaltungsratsstelle infolge eines Todesfalls, der Pensionierung oder anderer Umstände vakant, so können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder tagen und per Mehrheitsbeschluss ein Verwaltungsratsmitglied wählen, um die frei gewordene Stelle bis zur nächsten Versammlung der Anteilhaber zu besetzen.

Art. 13. Verfahren der Verwaltungsratsmitglieder. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden. Dieser führt bei allen Hauptversammlungen und Verwaltungsratssitzungen den Vorsitz. Ist er abwesend, so können die Anteilhaber oder die Verwaltungsratsmitglieder durch Mehrheitsbeschluss der auf der jeweiligen Versammlung anwesenden Stimmen ein anderes Verwaltungsratsmitglied vorübergehend zum Vorsitzenden ernennen. Darüber hinaus wählt der Verwaltungsrat einen Schriftführer, der kein Verwaltungsratsmitglied zu sein braucht. Dieser ist für die Protokollierung der Versammlungen des Verwaltungsrats und der Anteilhaber zuständig. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder hin an dem in der Einberufung angegebenen Ort zusammen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats sind - abgesehen von Eilfällen - zu jeder Verwaltungsratssitzung mindestens achtundvierzig Stunden vor dem Beginn der Sitzung schriftlich zu laden. In Eilfällen sind die Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben anzugeben. Auf ein Einberufungsschreiben kann verzichtet werden, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder hierzu schriftlich oder durch ein ähnliches Kommunikationsmittel ihr Einverständnis erklären. Für einzelne Versammlungen, für die Ort und Datum zuvor per Verwaltungsratsbeschluss in einem Zeitplan festgelegt wurden, ist kein gesondertes Einberufungsschreiben erforderlich.

Die Verwaltungsratsmitglieder können sich auf den Verwaltungsratssitzungen auch von einem anderen Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen, das entsprechend schriftlich (oder durch ein anderes Kommunikationsmittel) bevollmächtigt wurde. Ein Verwaltungsratsmitglied kann auch mehrere seiner Kollegen vertreten.

Die Verwaltungsratsmitglieder können an Verwaltungsratssitzungen auch mittels Telefonkonferenz oder durch ähnliche Kommunikationssysteme teilnehmen, sofern alle Sitzungsteilnehmer einander verstehen können. Die Teilnahme an einer Sitzung mittels solcher Kommunikationssysteme gilt als persönliche Anwesenheit bei der Sitzung.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur im Rahmen ordnungsgemäß einberufener Verwaltungsratssitzungen handeln. Sofern dies nicht ausdrücklich per Verwaltungsratsbeschluss genehmigt wurde, können die Verwaltungsratsmitglieder nicht durch Einzelunterschrift rechtsverbindlich für die Gesellschaft handeln.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur rechtswirksam beraten und handeln, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit der auf dieser Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit für oder gegen einen Beschluss gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Der Verwaltungsrat kann jeweils die Führungskräfte der Gesellschaft ernennen, darunter einen Geschäftsführer, einen Schriftführer, deren Stellvertreter sowie andere Führungskräfte, die für Betrieb und Verwaltung der Gesellschaft erforderlich sind. Der Verwaltungsrat kann solche Ernennungen jederzeit widerrufen. Führungskräfte brauchen nicht Verwaltungsratsmitglieder oder Anteilhaber der Gesellschaft zu sein. Sofern diese Satzung nichts anderes vorsieht, haben die ernannten Führungskräfte die ihnen vom Verwaltungsrat auferlegten Rechte und Pflichten.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse zur Führung der laufenden Geschäfte der Gesellschaft und zu Handlungen zur Erfüllung der Gesellschaftspolitik und Realisierung des Gesellschaftszwecks an natürliche oder juristische Personen übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen.

Schriftlich gefasste und von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnete Umlaufbeschlüsse haben die gleiche Wirksamkeit wie Beschlüsse, die auf den Sitzungen des Verwaltungsrats getroffen wurden. Auf diese Weise erklärte Zustimmungen müssen schriftlich (oder über andere Kommunikationsmittel) bestätigt werden. Alle erwähnten Dokumente zusammen bilden das entsprechende Protokoll, das den Beschluss belegt.

Art. 14. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen. Das Protokoll einer Verwaltungsratssitzung wird vom vorübergehenden Vorsitzenden unterzeichnet, der diese Versammlung geleitet hat.

Kopien von oder Auszüge aus solchen Protokollen, die unter Umständen in Rechtsverfahren oder anderen Zusammenhängen vorgelegt werden, müssen von diesem Vorsitzenden oder vom Schriftführer oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

Art. 15. Festlegung der Anlagegrundsätze. Der Verwaltungsrat ist befugt, die Gesellschafts- und Anlagepolitik für die Anlagen jedes Teilfonds nach dem Grundsatz der Risikostreuung sowie die Grundsätze für die Verwaltung und Geschäftstätigkeit der Gesellschaft festzulegen.

Art. 16. Beteiligungen von Verwaltungsratsmitgliedern. Verträge oder sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma werden nicht durch die Tatsache beeinträchtigt oder unwirksam, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Führungskräfte der Gesellschaft an der betreffenden anderen Gesellschaft oder Firma beteiligt oder Verwaltungsratsmitglied, Partner, Führungskraft oder Mitarbeiter dieser anderen Gesellschaft oder Firma sind. Ein Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft, das/der Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder Arbeitnehmer einer anderen Gesellschaft oder Firma ist, mit der die Gesellschaft vertraglich oder anderweitig in Geschäftsbeziehung tritt, wird allein aufgrund dieser Zugehörigkeit zur betreffenden Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, über alle mit einem solchen Vertrag oder Geschäft verbundenen Angelegenheiten zu beraten, darüber abzustimmen oder in diesem Zusammenhang zu handeln.

Ist ein Verwaltungsratsmitglied oder eine Führungskraft der Gesellschaft an einer Transaktion der Gesellschaft persönlich beteiligt, hat das bzw. die betreffende Verwaltungsratsmitglied bzw. Führungskraft den Verwaltungsrat über diese persönliche Beteiligung zu informieren und kann nicht an Beratungen oder Abstimmungen über eine solche Transaktion teilnehmen. Über die betreffende Transaktion sowie die Beteiligung des Verwaltungsratsmitglieds oder der Führungskraft ist der nächstfolgenden Hauptversammlung zu berichten.

Der Begriff «persönliche Beteiligung» im Sinne des vorstehenden Satzes schließt Beziehungen zu oder Beteiligungen an Angelegenheiten, Positionen oder Transaktionen nicht mit ein, die die Anlageberatungsgesellschaft oder eine ihrer Tochtergesellschaften oder eine andere Gesellschaft oder juristische Person betreffen, die jeweils vom Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen bezeichnet wird.

Art. 17. Entschädigungen. Die Gesellschaft kann Verwaltungsratsmitglieder oder Führungskräfte sowie deren Erben, Testamentvollstrecker und Vermögensverwalter in angemessenem Umfang für alle Ausgaben entschädigen, die ihnen in Verbindung mit jedweden Klagen, Prozessen oder Verfahren entstanden sind, an denen sie in ihrer Eigenschaft als jetzige oder ehemalige Verwaltungsratsmitglieder oder Führungskräfte der Gesellschaft oder (auf deren Antrag) einer anderen Gesellschaft beteiligt sind, an der die Gesellschaft Anteile hält oder deren Gläubigerin sie ist, wenn diese Personen einer solchen anderen Gesellschaft gegenüber keinen Anspruch auf Entschädigung geltend machen können. Dies gilt nicht in Fällen, in denen die genannten Personen in diesen Klagen, Prozessen oder Verfahren endgültig wegen vorsätzlichem oder grob fahrlässigem Verschulden für haftbar erklärt werden. Wird ein Vergleich geschlossen, so wird Entschädigung nur für solche Angelegenheiten gewährt, die von der entsprechenden Vergleichsvereinbarung abgedeckt sind und für die der Rechtsberater der Gesellschaft bestätigt, dass die zu entschädigende Person ihre Pflichten nicht verletzt hat. Der vorstehend genannte Anspruch auf Entschädigung schließt andere Ansprüche nicht aus.

Art. 18. Verwaltung. Gegenüber Dritten verpflichtet sich die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder von einer oder mehreren anderen Personen, die entsprechend vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden.

Art. 19. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungslegung im Jahresbericht der Gesellschaft wird durch einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises agréé») geprüft, der von der Hauptversammlung der Anteilhaber ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird. Der Wirtschaftsprüfer nimmt die ihm kraft Gesetzes vorgeschriebenen Aufgaben wahr.

Art. 20. Rücknahme und Umtausch von Anteilen. Wie nachfolgend näher erläutert, ist die Gesellschaft befugt, ihre Anteile jederzeit unter Einhaltung der gesetzlichen Beschränkungen und den im Emissionsdokument dargelegten Bedingungen zurückzukaufen.

Die Inhaber von Anteilen eines offenen Teilfonds können die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Anteile durch die Gesellschaft beantragen. Der Rücknahmepreis wird innerhalb der im Emissionsdokument angegebenen Frist ausgezahlt. Er entspricht dem Nettoinventarwert des jeweiligen Teilfonds, welcher sich nach den Bestimmungen gemäß Satzungsartikel «Ermittlung des Nettoinventarwerts» berechnet und von dem gegebenenfalls die im Emissionsdokument angegebenen Abgaben und Gebühren abgezogen werden. Wenn unter außergewöhnlichen Umständen die flüssigen Mittel eines bestimmten Teilfonds nicht ausreichen, um die Zahlung innerhalb dieser Frist auszuführen, erfolgt die Zahlung so schnell wie möglich danach. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft einen Teil der Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds verkaufen oder vorübergehend Kredite aufnehmen.

Gehen an einem Berechnungstag Rücknahme- und/oder Umtauschanträge für eine Anteilskategorie ein, die einen bestimmten vom Verwaltungsrat festgelegten und im Emissionsdokument angegebenen Prozentsatz aller umlaufenden Anteile dieser Kategorie überschreiten, so kann der Verwaltungsrat solche Rücknahme- und/oder Umtauschanträge für

einen Zeitraum aufschieben, der für den Verkauf von Vermögenswerten der Gesellschaft erforderlich ist, um solche Rücknahmeanträge ausführen zu können.

Gehen Anträge auf Rücknahme von Anteilen ein, die mehr als 10 Prozent des Nettovermögens eines Teilfonds darstellen, so kann die Gesellschaft beschließen, diese Rücknahmen anteilig auf den nächsten Berechnungstag aufzuschieben. Im Falle einer Aufschiebung von Rücknahmen werden die betreffenden Anteile zu jenem Nettoinventarwert je Anteil zurückgekauft, der an dem Berechnungstag, an dem die Rücknahme tatsächlich erfolgt, berechnet wird. An einem solchen Berechnungstag wird den Anträgen auf diese Weise entsprochen, dass dem zuerst eingegangenen Antrag Priorität eingeräumt wird.

Solche Anträge sind vom betreffenden Anteilinhaber schriftlich am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg einzureichen oder bei jeder anderen natürlichen oder juristischen Person, die von der Gesellschaft mit der Rücknahme der Anteile beauftragt wurde.

Zur Rücknahme eingereichte Anteile können entwertet werden. Die Gesellschaft trägt sämtliche Steuern und Abgaben, die im Zusammenhang mit der Rücknahme von Anteilen der Gesellschaft entstehen.

Unter außergewöhnlichen Umständen kann der Verwaltungsrat vorschlagen, dass ein Anteilinhaber eine Rücknahme gegen Sachleistungen akzeptiert. In diesem Fall erhält der Anteilinhaber ein Portfolio aus Aktien der jeweiligen Kategorie in Höhe des Gegenwerts des Barwerts der entsprechenden Rücknahmeerlöse. Der Anleger muss einer Rücknahme gegen Sachleistungen unter solchen Umständen ausdrücklich zustimmen und er kann jederzeit die Rücknahme seiner Anteile gegen Barauszahlung der Rücknahmeerlöse in der Referenzwährung der betreffenden Anteilkategorie verlangen. Ist der Anleger mit einer Anteilsrücknahme gegen Sachleistungen jedoch einverstanden, so erhält er, soweit dies möglich ist, eine repräsentative Auswahl an Wertpapieren im Besitz dieser Anteilkategorie, proportional zu der Zahl der zurückgekauften Anteile. Der Verwaltungsrat hat in diesem Fall dafür Sorge zu tragen, dass den verbleibenden Anteilinhabern hierdurch keine Verluste entstehen. Der Wert einer solchen Anteilsrücknahme gegen Sachleistungen ist vom Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zu bestätigen. Eine solche Bestätigung ist in Übereinstimmung mit den luxemburgischen Rechtsvorschriften auf Kosten der Gesellschaft auszustellen.

Gehen Anträge auf Umtausch von Anteilen ein, die mehr als 10% des Nettovermögens der Anteile des Teilfonds darstellen, kann die Gesellschaft beschließen, die Umtäusche anteilmäßig auf den nächsten Berechnungstag aufzuschieben. Im Falle der Aufschiebung von Umtäuschen werden die jeweiligen Anteile zu ihrem Nettoinventarwert pro Anteil umgetauscht, der an jenem Berechnungstag ermittelt wird, an dem der Umtausch erfolgt. An einem solchen Berechnungstag wird den Anträgen auf diese Weise entsprochen, dass dem zuerst eingegangenen Antrag Priorität eingeräumt wird.

Sofern ein Wechsel zwischen den Teilfonds nicht per Verwaltungsratsbeschluss untersagt wurde, können die Anteilinhaber den Umtausch aller oder eines Teils ihrer Anteile in Anteile eines anderen Teilfonds beantragen. Dies erfolgt zum jeweiligen Nettoinventarwert der Anteile des betreffenden Teilfonds. Für solche Umtäusche kann der Verwaltungsrat Beschränkungen festlegen, zum Beispiel in Bezug auf die Häufigkeit solcher Umtäusche. Außerdem kann der Verwaltungsrat für Umtäusche eine Verwaltungsgebühr erheben.

Inhaber von Ausschüttungsanteilen können alle oder einen Teil ihrer Anteile in Thesaurierungsanteile umtauschen und umgekehrt. Dies erfolgt zu einem Preis, der den jeweils geltenden Nettoinventarwerten entspricht. Hierfür kann der Verwaltungsrat in eigenem Ermessen eine Gebühr erheben.

Art. 21. Bewertungen und vorübergehende Aussetzung von Bewertungen. Die Verwaltungsstelle berechnet unter der Verantwortung des Verwaltungsrats in vom Verwaltungsrat festgelegten Abständen, jedoch in keinem Fall weniger als einmal jährlich, den Nettoinventarwert der Anteile der Gesellschaft. Dies geschieht jeweils für die Anteile jedes Teilfonds (wobei jeder solcher Tag oder Zeitpunkt der Ermittlung des Nettoinventarwerts als «Berechnungstag» bezeichnet wird). Fällt der Berechnungstag in Luxemburg auf einen gesetzlichen oder Bankfeiertag, so gilt der darauf folgende Luxemburger Bankgeschäftstag als Berechnungstag.

In folgenden Fällen kann die Gesellschaft für die Anteile eines bestimmten oder aller Teilfonds die Ermittlung des Nettoinventarwerts sowie die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch dieser Anteile aussetzen:

(a) In jeder Phase, in der eine/r der wichtigsten Börsen oder anderen Märkte, an denen ein wesentlicher Teil der diesen Anteilkategorien zuzuordnenden Anlagen der Gesellschaft jeweils notiert sind oder gehandelt werden, aus einem anderen Grund als dem eines üblichen Feiertages geschlossen ist, oder in Zeiten, in denen der Handel dort eingeschränkt oder vorübergehend ausgesetzt ist;

(b) in Phasen, in denen der Nettoinventarwert eines oder mehrerer Organismen für gemeinsame Anlagen, in die die Gesellschaft investiert ist und dessen/deren Anteile bzw. Aktien einen wesentlichen Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft darstellen, nicht genau ermittelt werden kann, um den Marktwert dieser Anlagen am Bewertungstag darzustellen;

(c) in jeder Phase, in der es aufgrund von Bedingungen, die einen Notfall darstellen, unmöglich ist, über die Anlagen im Besitz der Gesellschaft zu verfügen oder sie zu bewerten;

(d) in jeder Phase, in der die Kommunikations- oder Berechnungssysteme ausfallen, die üblicherweise verwendet werden, um den Kurs oder Wert von Anlagen der betreffenden Anteilkategorie oder den aktuellen Kurs oder Wert an einer Börse für die Vermögenswerte, die dieser Anteilkategorie zuzuordnen sind, zu ermitteln;

(e) wenn die Gesellschaft nicht in der Lage ist, Mittel, die zur Bezahlung von Rücknahmen von Anteilen dieser Anteilkategorie benötigt werden, zurückzuführen oder die Überweisung von Mitteln, die beim Verkauf oder Erwerb von

Anlagen oder für Zahlungen in Zusammenhang mit der Rücknahme von Anteilen anfallen oder aufgewendet werden, nach Ansicht des Verwaltungsrats nicht zu den üblichen Wechselkursen erfolgen kann.

Jede derartige Aussetzung ist von der Gesellschaft zu veröffentlichen und den Anteilhabern, die den Rückkauf ihrer Anteile durch die Gesellschaft beantragen, zu dem Zeitpunkt mitzuteilen, zu dem sie einen schriftlichen Antrag auf Rücknahme ihrer Anteile gemäß Artikel 21 dieser Satzung gestellt haben.

Von einer solchen Aussetzung für einen Teilfonds bleiben die Berechnung des Nettoinventarwerts sowie die Ausgabe, die Rücknahme und der Umtausch von Anteilen eines anderen Teilfonds unberührt.

Anteilhaber, die auf Wunsch über den Nettoinventarwert informiert werden, werden ebenfalls über solche Aussetzungen in Kenntnis gesetzt.

Art. 22. Ermittlung des Nettoinventarwerts. Der Nettoinventarwert pro Anteil eines Teilfonds wird in der Referenzwährung dieses Teilfonds ausgedrückt. Der Nettoinventarwert eines Anteils wird ermittelt durch Teilung des Nettovermögenswerts des Teilfonds durch die Gesamtzahl der zum jeweiligen Zeitpunkt umlaufenden Anteile dieses Teilfonds. Dies erfolgt unter Berücksichtigung der Aufteilung der Nettovermögenswerte zwischen den bestehenden verschiedenen Anteilskategorien. Der so ermittelte Betrag wird auf den nächsten vollen Tausendbetrag auf- oder abgerundet.

Die Bewertung des Nettoinventarwerts der einzelnen Teilfonds erfolgt gemäß Luxemburger GAAP, und zwar auf die folgende Weise:

A. Das Vermögen der Gesellschaft umfasst:

- a) alle Barbestände oder -einlagen, einschließlich der aufgelaufenen Zinsen;
- b) alle Wechsel, Sichtwechsel und Forderungen (einschließlich der Erlöse aus dem Verkauf noch nicht gelieferter Wertpapiere);
- c) alle Anleihen, befristeten Schuldscheine, Aktien, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Optionsscheine, Optionen sowie sonstigen Anlagen und Wertpapiere, die die Gesellschaft besitzt oder gezeichnet hat;
- d) alle Forderungen der Gesellschaft aus Aktien, Aktiendividenden und Barausschüttungen, soweit diese der Gesellschaft hinreichend

bekannt sein können, wobei die Gesellschaft bei Fluktuationen im Marktwert der Wertpapiere bedingt durch den Handel ex Dividende, ex Bezugsrechte oder ähnliche Preisstellungen Anpassungen vornehmen kann;

e) alle aufgelaufenen Zinsen auf verzinsliche Wertpapiere der Gesellschaft, soweit sie nicht im Kapitalbetrag enthalten oder berücksichtigt sind;

f) die Anlaufkosten der Gesellschaft, soweit sie noch nicht abgeschrieben wurden, wobei diese Anlaufkosten direkt über das Gesellschaftskapital abgeschrieben werden können;

g) alle sonstigen Vermögenswerte jeder Art, einschließlich aktiver Rechnungsabgrenzungsposten.

B. Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

1) Barbestände oder -einlagen, Wechsel und Sichtwechsel sowie Forderungen, aktive Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinsen, die wie oben beschrieben beschlossen oder aufgelaufen, aber noch nicht ausgezahlt sind, werden mit dem vollen Betrag angesetzt. Sollte sich jedoch eine vollständige Realisierung dieses Werts als unwahrscheinlich herausstellen, kann der Wert dieser Vermögenswerte durch Abzug eines Betrags ermittelt werden, welcher dem Verwaltungsrat in diesem Fall angemessen erscheint, um den tatsächlichen Wert dieser Vermögenswerte darzustellen.

2) Wertpapiere (einschließlich Anteile bzw. Aktien von geschlossenen Organismen für gemeinsame Anlagen), die an einer Börse notiert sind oder gehandelt werden, werden - mit Ausnahme von Wertpapieren im Sinne von nachstehendem Punkt 3) - zu ihrem letztverfügbaren veröffentlichten Schlusskurs an den Börsen bewertet und, sofern der Verwaltungsrat dies für angebracht hält, zu ihrem Geldkurs an jener Börse, die gewöhnlich den Hauptmarkt für das betreffende Wertpapier darstellt.

3) Für Anlagen der Gesellschaft, die sowohl an einer Börse notiert sind als auch über Marketmaker außerhalb der Börse, an denen sie notieren, gehandelt werden, bestimmt der Verwaltungsrat den Hauptmarkt und sie werden auf der Grundlage ihres letztverfügbaren veröffentlichten Schlusskurses dieses Marktes bewertet.

4) Wertpapiere, die an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden so annähernd wie möglich auf dieselbe Weise wie die unter Absatz 2) beschriebene bewertet.

5) Anteile bzw. Aktien an offenen Organismen für gemeinsame Anlagen werden zu ihrem letzten - geschätzten oder endgültig festgestellten - verfügbaren Nettoinventarwert bewertet, der für einen solchen Anteil bzw. eine solche Aktie am selben Bewertungstag ermittelt wurde. Steht ein solcher Wert nicht zur Verfügung, wird der letzte Nettoinventarwert herangezogen, der vor dem Bewertungstag, an dem der Nettoinventarwert der Anteile der Gesellschaft ermittelt wird, festgestellt wurde.

6) In Bezug auf Anteile bzw. Aktien von Organismen für gemeinsame Anlagen im Besitz der Gesellschaft, für die Zeichnungen und Rücknahmen beschränkt sind und ein Sekundärhandel zwischen Händlern besteht, die in ihrer Eigenschaft als Haupt-Marketmaker ihre Preise in Abhängigkeit von den Marktbedingungen stellen, kann der Verwaltungsrat beschließen, diese Anteile bzw. Aktien in Übereinstimmung mit den auf diese Weise festgelegten Preisen zu bewerten.

7) Sofern seit dem Tag, an dem der letzte Nettoinventarwert berechnet wurde, Ereignisse eingetreten sind, die sich unter Umständen auf den Nettoinventarwert der Anteile bzw. Aktien anderer Organismen für gemeinsame Anlagen im

Besitz der Gesellschaft wesentlich ausgewirkt haben, kann der Wert dieser Anteile bzw. Aktien entsprechend angepasst werden, um einer solchen Wertänderung nach vernünftiger Einschätzung des Verwaltungsrats Rechnung zu tragen.

8) Sofern Wertpapiere im Portfolio der Gesellschaft am betreffenden Bewertungstag nicht an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen geregelten Markt notiert sind oder gehandelt werden oder für irgendein Wertpapier kein Kurs erhältlich ist, oder wenn der nach Absatz 2) und/oder 4) ermittelte Kurs nach Auffassung des Verwaltungsrats nicht den angemessenen Marktwert der betreffenden Wertpapiere widerspiegelt, so ist der Wert dieser Vermögenspositionen auf der Grundlage ihres wahrscheinlichen Veräußerungswertes zu bewerten, welcher unter Anwendung eines vernünftigen Maßstabes und nach dem Grundsatz von Treu und Glauben festzulegen ist.

9) Alle sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem jeweiligen Marktwert bewertet, den der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten Bewertungsgrundsätzen und -verfahren festlegt.

B. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- a) Kredite, Wechsel und sonstige Verbindlichkeiten;
- b) alle aufgelaufenen oder zahlbaren Verwaltungskosten (einschließlich der Anlageberatungs-, Verwaltungs-, Depotbank- und Vertretergebühren);
- c) alle bekannten bestehenden und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Zahlungs- und Leistungsverpflichtungen, einschließlich der Summe der von der Gesellschaft festgesetzten, aber noch nicht ausgeschütteten Dividenden, sofern der Berechnungstag mit dem Stichtag für die Feststellung der dividendenberechtigten Personen zusammenfällt oder auf diesen folgt;
- d) eine angemessene Rückstellung für künftige Steuern auf der Grundlage von Kapital und Erträgen zum Berechnungstag, wie jeweils von der Gesellschaft festgelegt, sowie sonstige vom Verwaltungsrat zugelassene und genehmigte Rücklagen; und
- e) alle sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art, mit Ausnahme der Verbindlichkeiten, die von den Anteilen der Gesellschaft dargestellt werden. Bei der Bestimmung der Höhe dieser Verbindlichkeiten kann der Verwaltungsrat administrative und sonstige Kosten regelmäßiger oder wiederkehrender Art im Voraus auf der Grundlage eines Schwächwertes für ein Jahr oder einen anderen Zeitraum ansetzen und für sie gleichmäßig über einen solchen Zeitraum hinweg Rückstellungen verbuchen.

C. Der Verwaltungsrat errichtet für jeden Teilfonds einen Anlagepool, wobei die Aufteilung des Nettovermögens zwischen Ausschüttungs- und Thesaurierungsanteilen wie folgt geschieht:

- a) Die Erlöse aus der Ausgabe von Anteilen eines Teilfonds werden in den Büchern der Gesellschaft dem für diesen Teilfonds gebildeten Anlagepool zugeordnet. Die Aktiva und Passiva sowie Einnahmen und Ausgaben, die diesem Teilfonds zuzurechnen sind, werden dem jeweiligen Anlagepool nach den Bestimmungen dieses Artikels zugeordnet;
- b) wenn ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft dem gleichen Pool zugewiesen wie die Vermögenswerte, von denen er sich ableitet, und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswerts wird der Wertzuwachs bzw. die Wertminderung dem betreffenden Pool zugewiesen;
- c) geht die Gesellschaft eine Verbindlichkeit ein, die in Verbindung mit einem Vermögenswert eines bestimmten Pools oder in Verbindung mit einer Maßnahme in Bezug auf einen Vermögenswert dieses Pools steht, so wird diese Verbindlichkeit dem betreffenden Pool zugewiesen;
- d) kann ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft keinem einzelnen Pool zugeordnet werden, so wird dieser Vermögenswert bzw. diese Verbindlichkeit auf sämtliche Pools aufgeteilt. Dies geschieht proportional zu den jeweiligen Nettoinventarwerten der betreffenden Teilfonds. Dabei gilt, dass die Gesellschaft für sämtliche Verbindlichkeiten, unabhängig davon, welchem Pool sie zugewiesen werden, als Ganze haftet, sofern mit den Gläubigern nichts anderes vereinbart wurde;
- e) nach erfolgter Dividendenzahlung an die Inhaber von Ausschüttungsanteilen eines Teilfonds wird der Nettoinventarwert dieser Ausschüttungsanteile um den Betrag der ausgeschütteten Dividenden vermindert. Die entsprechenden auf Thesaurierungsanteile entfallenden Beträge werden weiterhin in der Gesellschaft im Namen ihrer Inhaber angelegt.

D. Für die Zwecke dieses Artikels gelten folgende Bestimmungen:

- a) Die Anteile der Gesellschaft, die gemäß Artikel «Rücknahme und Umtausch von Anteilen» zur Rücknahme eingereicht wurden, werden bis unmittelbar nach Geschäftsschluss des in Artikel «Bewertung und Aussetzung der Bewertung» dargelegten Berechnungstages als umlaufende Anteile betrachtet und berücksichtigt. Der Rücknahmepreis für solche Anteile gilt ab diesem Zeitpunkt und bis zur Auszahlung als Verbindlichkeit der Gesellschaft.
- b) Alle Anlagen, flüssigen Mittel oder anderen Vermögensgegenstände der Gesellschaft, die nicht auf die Währung des jeweiligen Teilfonds lauten, werden unter Berücksichtigung der Marktwechselkurse bewertet, die am Tag und zum Zeitpunkt der Bestimmung des Nettoinventarwerts der Anteile gelten.
- c) Soweit durchführbar, sind an jedem Berechnungstag die von der Gesellschaft bereits kontrahierten Wertpapierkäufe und -verkäufe zu berücksichtigen.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er der Ansicht ist, dass so eine zutreffendere Ermittlung des Marktwerts eines Vermögenswerts der Gesellschaft möglich ist.

Art. 23. Zeichnungspreis. Wann immer die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, entspricht der Preis je Anteil, zu dem die Anteile angeboten und verkauft werden, dem weiter oben definierten Nettoinventarwert für den betreffenden Teilfonds, zuzüglich der im Emissionsdokument gegebenenfalls angegebenen Gebühren. Dieser Preis wird auf den nächsten vollen Tausendbetrag der Währung, in der der Nettoinventarwert der betreffenden Anteile berechnet wird, auf- oder abgerundet. Aus dieser Gebühr werden alle Vergütungen an die mit der Platzierung der Anteile beauftragten Stellen gezahlt. Der so ermittelte Preis ist innerhalb der im Emissionsdokument angegebenen Frist zahlbar.

Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt befugt, jederzeit teilweise eingezahlte Anteile zu ihrem gemäß Artikel «Berechnung des Nettoinventarwerts» ermittelten Nettoinventarwert bzw. jeweiligen Nettoinventarwerten je Anteil auszugeben, ohne den bestehenden Anteilinhabern ein Vorzugsrecht auf die Zeichnung der auszugebenden Anteile einzuräumen. Der Verwaltungsrat kann jedem ordnungsgemäß bestellten Verwaltungsratsmitglied oder leitenden Mitarbeiter der Gesellschaft oder jeder anderen ordnungsgemäß ermächtigten Person die Befugnis erteilen, Zeichnungen für neue Anteile anzunehmen, die entsprechenden Zahlungen entgegenzunehmen und die jeweiligen Anteile auszuhändigen.

Der Zeichnungspreis (ohne Ausgabeaufschlag, welcher jeweils erhoben werden kann) kann auch durch die Einbringung von Wertpapieren in die Gesellschaft gezahlt werden, die der Verwaltungsrat als zulässig anerkennt und mit der Anlagepolitik und den -beschränkungen der Gesellschaft und im Einklang stehen. Dies ist nur nach Zustimmung des Verwaltungsrats und unter Beachtung der maßgeblichen Rechtsvorschriften zulässig, insbesondere jener in Bezug auf die Erfordernis eines Sonderprüfberichts durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft, durch den der Wert der Sacheinlagen bestätigt wird.

Art. 24. Von der Gesellschaft zu tragende Kosten. Die Gesellschaft trägt folgende Kosten:

- Die Gebühren und Auslagen der Verwaltungsratsmitglieder;
- die Gebühren der Anlageberater und -verwalter;
- alle Steuern, die auf die Vermögenswerte und Erträge der Gesellschaft erhoben werden;
- die Bankgebühren in üblicher Höhe, die für Transaktionen mit den Wertpapieren im Portfolio der Gesellschaft fällig werden (und im Erwerbspreis enthalten oder vom Verkaufspreis abgezogen werden);
- die Vergütungen für die Depotbank, die Domizil-, Verwaltungs-, Register- und Übertragungsstellen, die Depotgebühren für Banken, Clearingstellen und Finanzinstituten, die mit der Verwahrung der Vermögenswerte beauftragt wurden;
- Rechtskosten, die der Gesellschaft oder der Depotbank im Rahmen ihrer Tätigkeiten im Interesse der Anteilinhaber entstehen;
- die Kosten für die Erstellung und/oder Einreichung von Dokumenten der Gesellschaft, unter anderem von Registrierungserklärungen, Emissionsdokumenten und Erklärungen bei allen für die Gesellschaft oder das Angebot von Anteilen der Gesellschaft zuständigen behördlichen Stellen; die Kosten für die Erstellung und Verteilung von Dokumenten in anderen Sprachen, wenn dies im Interesse der Anteilinhaber liegt, von Jahres-, Halbjahres- und solchen anderen Berichten oder Dokumenten, die gemäß den maßgeblichen Gesetzen oder Vorschriften der vorstehend erwähnten Behörden erforderlich sind; die Kosten für Rechnungslegung und Buchführung sowie die Berechnung des Nettoinventarwerts; die Kosten für die Erstellung und Verteilung von öffentlichen Mitteilungen an die Anteilinhaber; Notierungsgebühren; die Honorare der Rechtsberater, Wirtschaftsprüfer und sämtliche ähnliche Verwaltungsaufwendungen.

Alle wiederkehrenden Aufwendungen werden zuerst mit den laufenden Erträgen, dann mit den Kapitalgewinnen und dann mit dem Vermögen verrechnet.

Die Kosten und Aufwendungen im Zusammenhang mit der Gründung der Gesellschaft und der Ausgabe ihrer Anteile, auf die sich diese Satzung bezieht, z. B. die Kosten für die Erstellung und Veröffentlichung des Emissionsdokuments, alle Kosten für Rechtsberatung und Druck sowie bestimmte Lancierungskosten (z. B. Werbungskosten) und Anlaufkosten werden von der Gesellschaft getragen und linear über die ersten fünf Jahre abgeschrieben.

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. April jedes Jahres und endet am 31. März.

Die Abschlüsse der Gesellschaft werden in US-Dollar erstellt. Wenn es verschiedene Teilfonds gemäß Artikel «Anteilkapital - Teilfonds - Anteilklassen» gibt, deren Abschlüsse auf verschiedene Währungen lauten, so werden diese Abschlüsse in US-Dollar umgerechnet und für den Zweck der Erstellung der Abschlüsse der Gesellschaft addiert.

Art. 26. Ausschüttung der Erträge. Die Hauptversammlung der Anteilinhaber legt auf Vorschlag des Verwaltungsrats für jeden Teilfonds die Verwendung der in einem Jahr erwirtschafteten Nettoanlageerträge sowie der realisierten Kapitalgewinne und der nicht realisierten Kapitalgewinne nach Abzug nicht realisierter Kapitalverluste fest. Die Ausschüttung von Dividenden wird auf Vorschlag des Verwaltungsrats auf der Jahreshauptversammlung von den Inhabern von Ausschüttungsanteilen festgelegt. Die entsprechenden auf die Thesaurierungsanteile entfallenden Beträge werden nicht ausgezahlt, sondern bleiben in der Gesellschaft im Namen der Inhaber dieser Anteile investiert. Bei jeder Ausschüttung von Dividenden auf die Ausschüttungsanteile wird der Gesamtbetrag der ausgeschütteten Dividenden vom Nettoinventarwert dieser Ausschüttungsanteile abgezogen.

Die Ausschüttung von Dividenden ist in jeder Höhe möglich (auch wenn dies letztlich einer Kapitalrückzahlung gleichkommt), sofern der Nettoinventarwert der Gesellschaft nach einer solchen Ausschüttung nicht unter das Mindestkapital in Höhe von 1.250.000,- EUR sinkt. Die Art der Ausschüttung (Kapital oder Ertrag) muss offen gelegt werden.

Beschlüsse einer Hauptversammlung der Anteilinhaber zur Ausschüttung von Dividenden auf die Anteile eines Teilfonds unterliegen außerdem der vorherigen Abstimmung der Inhaber solcher Anteile mit der weiter oben erläuterten Stimmenmehrheit.

Die festgesetzten Dividenden können in der Referenzwährung der jeweiligen Anteilsklasse oder in einer anderen vom Verwaltungsrat festgelegten Währung ausgezahlt werden. Der Verwaltungsrat legt ebenfalls den Ort und das Datum der Auszahlung fest. Der Verwaltungsrat kann darüber hinaus den für die Umrechnung der Dividendenbeträge in die Währung der Dividendenauszahlung geltenden Wechselkurs festlegen.

Der Verwaltungsrat kann die Ausschüttung einer Zwischendividende beschließen.

Art. 27. Erlösverteilung nach Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung der Anteilinhaber aufgelöst werden. Eine Auflösung erfolgt in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen.

Sinkt das Anteilskapital unter zwei Drittel des im Artikel «Anteilskapital - Teilfonds - Anteilsategorien» angegebenen Mindestkapitals, so legt der Verwaltungsrat der Hauptversammlung der Anteilinhaber die Frage der Auflösung der Gesellschaft vor. Für eine solche Versammlung ist keine Mindestanwesenheit erforderlich und der Auflösungsbeschluss kann von den Anteilinhabern mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst werden.

Sinkt das Anteilskapital unter ein Viertel des Mindestkapitals gemäß Satzungsartikel «Anteilskapital - Teilfonds - Anteilsategorien», so wird der Hauptversammlung der Anteilinhaber ebenfalls die Frage der Auflösung der Gesellschaft unterbreitet. In diesem Fall tagt die Hauptversammlung ohne Mindestanwesenheitserfordernisse und der Auflösungsbeschluss kann von Anteilinhabern gefasst werden, die ein Viertel der auf der Versammlung vertretenen Anteile besitzen.

Die Versammlung ist so einzuberufen, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach der Feststellung, dass das Anteilskapital zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Mindestkapitals unterschritten hat, abgehalten werden kann.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, die natürliche oder juristische Personen sein können und von der Hauptversammlung ernannt werden, die eine solche Auflösung beschließt und auch über die Befugnisse der Liquidatoren und deren Honorar entscheidet. Die den einzelnen Teilfonds entsprechenden Nettoliquidationserlöse werden von den Liquidatoren an die Anteilinhaber jedes Teilfonds proportional zu ihrem jeweiligen Anteilbesitz am betreffenden Teilfonds ausgezahlt.

Der bzw. die Liquidatoren bemühen sich nach besten Kräften, die ausstehenden Anlagen der Gesellschaft zu kündigen, zu verkaufen oder anderweitig zu veräußern.

Das für die Aufteilung unter den Anteilinhaber verfügbare Vermögen wird vom Liquidator bzw. von den Liquidatoren in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieser Satzung und des Emissionsdokuments verwendet. Der bzw. die Liquidatoren agieren unter Einhaltung der maßgeblichen Gesetzen und Vorschriften.

In folgenden Fällen kann der Verwaltungsrat jederzeit die Schließung eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft beschließen:

- Wenn das Gesamtnettovermögen eines Teilfonds den Mindestbetrag, den der Verwaltungsrat für die wirtschaftlich effiziente Verwaltung eines solchen Teilfonds festgelegt hat, nicht erreicht oder unterschreitet; oder
- wenn sich die politische, wirtschaftliche oder geldpolitische Situation verändert; oder
- im Zuge wirtschaftlicher Rationalisierung.

Der Verwaltungsrat kann in diesem Fall die Rücknahme aller Anteile des betreffenden Teilfonds beschließen. Eine solche Rücknahme erfolgt zu jenem Nettoinventarwert je Anteil, der unter Berücksichtigung der beim Verkauf der Anlagen effektiv erzielten Preise, der dabei angefallenen Verkaufskosten sowie der Liquidationskosten, an dem Berechnungstag ermittelt wird, an dem ein solcher Beschluss in Kraft tritt.

Die Gesellschaft wird in diesem Fall die Inhaber von Anteilen des betroffenen Teilfonds schriftlich und bevor die Zwangsrücknahme wirksam wird in Kenntnis setzen. In diesem Schreiben sind die Gründe der Zwangsrücknahme sowie das weitere Vorgehen in Bezug auf die Rücknahme der Anteile zu nennen. Sofern zur Wahrung der Interessen oder der Gleichbehandlung der Anteilinhaber nichts anderes beschlossen wurde, können die Anteilinhaber des betreffenden Teilfonds weiterhin die kostenfreie Rücknahme oder Umwandlung ihrer Anteile (jedoch unter Berücksichtigung der tatsächlich erzielten Verkaufspreise der Anlagen sowie der Veräußerungs- und Liquidationskosten) beantragen, bis die Zwangsrücknahme in Kraft tritt.

Unbeschadet der dem Verwaltungsrat gemäß dem vorstehenden Absatz zustehenden Befugnisse, hat die Hauptversammlung der Anteilinhaber unter allen anderen Umständen die Befugnis, auf Vorschlag des Verwaltungsrats alle Anteile eines Teilfonds zurückzunehmen und den Anteilinhabern den Nettoinventarwert ihrer Anteile (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Verkaufspreise der Anlagen sowie der Veräußerungs- und Liquidationskosten) zurückzuerstatten. Dieser Nettoinventarwert wird an dem Tag, an dem ein solcher Beschluss in Kraft tritt, berechnet. Für eine solche Hauptversammlung der Anteilinhaber gelten keine Mindestanwesenheitserfordernisse und sie kann mit einfacher Stimmenmehrheit beschließen. Die Hauptversammlung der Anteilinhaber wird durch Einberufungsschreiben an die Anteilinhaber einberufen, welches mindestens 40 Tage vor dem Tag der Versammlung auf dem Postweg an die im Anteilinhaberregister eingetragene Anschrift versandt wird. Einberufungen werden außerdem im Mémorial veröffentlicht. In dieser Einberufung ist Ort und Zeit der Versammlung zu nennen sowie die Bedingungen für die Teilnahme an der

Versammlung. Außerdem enthält die Einberufung die Tagesordnung sowie die nach luxemburgischem Recht für die Versammlung vorgeschriebenen Mindestanwesenheits- und Mehrheitserfordernisse.

Vermögenswerte, die bei Abschluss der Rücknahme nicht an die berechtigten Inhaber der Anteile verteilt werden können, werden bei der Depotbank für einen Zeitraum von höchstens neun Monaten nach Beschluss der Auflösung hinterlegt. Nach Ablauf dieser Frist werden diese Vermögenswerte bei der "Caisse de Consignation" im Namen der Anspruchsberechtigten hinterlegt.

Die zurückgekauften Anteile werden entwertet.

Art. 28. Zusammenlegung von Teilfonds. Unter den gleichen Umständen kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds mit den Vermögenswerten eines anderen Teilfonds der Gesellschaft oder eines anderen OGA, der den Bestimmungen des Gesetzes unterliegt, zusammenzuführen und die Anteile des betreffenden Teilfonds in Anteile eines solchen neuen Teilfonds umzuwandeln (gegebenenfalls nach einem Anteilsplit oder einer Anteilskonsolidierung und der Auszahlung eines entsprechenden Restbetrages an die anspruchsberechtigten Inhaber von Bruchteilsanteilen).

Ein solcher Beschluss wird im Mémorial sowie einer auflagenstarken luxemburgischen Zeitung veröffentlicht. Darüber hinaus werden die Anteilinhaber hierüber durch Mitteilung an die im Anteilinhaberregister vermerkte Anschrift informiert. Eine solche Veröffentlichung enthält Informationen über den neuen Fonds und erfolgt einen Monat vor dem Tag, an dem der Beschluss in Kraft tritt, damit die Anteilinhaber die Möglichkeit haben, ihre Anteile innerhalb dieser Einmonatsfrist ohne Zahlung der im Emissionsdokument angeführten Rücknahme- bzw. Umtauschgebühr zur Rücknahme oder zum Umtausch einzureichen.

Die für die Vorabmitteilung festgelegte Einmonatsfrist kann aufgehoben werden, wenn alle betreffenden Anteilinhaber schriftlich ihr Einverständnis zu einer solchen Zusammenlegung erklären.

a) Zusammenschluss mit einem anderen Teilfonds der Gesellschaft:

Unbeschadet der Befugnisse des Verwaltungsrats im Sinne des vorstehenden Absatzes ist die Hauptversammlung der Anteilinhaber befugt, unter allen anderen Umständen auf Vorschlag des Verwaltungsrats die einem Teilfonds zuzuordnenden Aktiva und Passiva in einen anderen Teilfonds der Gesellschaft einzulegen. Für eine solche Hauptversammlung der Anteilinhaber gelten keine Mindestanwesenheitsanforderungen und sie beschließt über eine solche Zusammenlegung mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

b) Zusammenschluss mit einem anderen OGA:

Wird ein Teilfonds in einen anderen OGA eingebracht, so ist eine solche Zusammenlegung nur für diejenigen Anteilinhaber des betreffenden Teilfonds bindend, die der Zusammenlegung ausdrücklich zugestimmt haben.

Ein Beschluss, einen Teilfonds unter den Umständen und in der Weise zusammenzuschließen, wie in den vorangehenden Abschnitten beschrieben, kann auch von einer Hauptversammlung der Anteilinhaber des Teilfonds gefasst werden, dessen Zusammenschluss geplant ist. Für eine solche Versammlung ist keine Mindestanwesenheit erforderlich und für einen solchen Beschluss über den Zusammenschluss ist eine Stimmenmehrheit von mindestens 50 Prozent der abgegebenen Stimmen erforderlich.

Die Einlage eines Teilfonds in einen anderen ausländischen Organismus für gemeinsame Anlagen ist nur mit der einstimmigen Zustimmung aller Anteilinhaber des betreffenden Teilfonds möglich oder unter der Bedingung, dass einzig die Anteilinhaber, die der Transaktion zugestimmt haben, übertragen werden.

Art. 29. Satzungsänderungen. Diese Satzung kann jeweils von der Hauptversammlung unter Beachtung der in Luxemburg geltenden gesetzlichen Mindestanwesenheits- und Mehrheitserfordernisse geändert werden. Änderungen, die die Rechte der Anteilinhaber eines Teilfonds gegenüber den Rechten der Anteilinhaber eines anderen Teilfonds betreffen, unterliegen außerdem den für den jeweiligen Teilfonds festgelegten Mindestanwesenheits- und Mehrheitserfordernissen.

Art. 30. Allgemeine Bestimmungen. Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsunternehmen in seiner jeweils geltenden Fassung sowie dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds geregelt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Investmentgesellschaft und endet am 31. März 2010.

Die Jahreshauptversammlung soll zum ersten Mal im Großherzogtum Luxemburg im Jahre 2010 abgehalten werden.

Zeichnung und Einzahlung

Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft wurde wie folgt gezeichnet:

Clarideu Leu AG, vorgenannt: Dreihundertzehn Anteile	310
Total: dreihundertzehn Anteile	310

Der Nachweis der obigen Einzahlungen, insgesamt EUR 31.000,- (einunddreissigtausend Euro), wurde dem unterzeichneten Notar gegeben.

Der Zeichner der Aktien erklärt dass, auf die Entscheidung des Verwaltungsrats hin, er die entsprechende Anteils-kategorie zu der die gezeichneten Aktien angehören werden, auswählen werden.

20625

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt hiermit, dass er die in Artikel 26 des Gesetzes von 1915 über Handelsgesellschaften, in der derzeit gültigen Fassung, genannten Bedingungen festgestellt hat und bestätigt ausdrücklich, dass diese erfüllt worden sind.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeder Art, die von der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, belaufen sich auf ungefähr EURO 6.000.- belaufen.

Hauptversammlung der Anteilhaber

Die oben genannte Person, die das gesamte gezeichnete Kapital repräsentiert hat folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Als Verwaltungsratsmitglieder der Investmentgesellschaft wurden gewählt:
 - e) Herr Rafik FISCHER, geboren am 27. April 1960 in Luxemburg, L-2955 Luxembourg, 43, boulevard Royal.
 - f) Herr André SCHMIT, geboren am 13. Dezember 1952 in Ettelbrück, L-2960 Luxembourg, 11, rue Aldringen,
 - g) Herr Emil STARCK, geboren am 30. Juli 1966 in Appenzell, Schweiz, CH-8022 Zurich, 26, Claridenstrasse,
 - h) Herr Walter GERIG, geboren am 5. Juli 1949 in Butschwil, Schweiz, CH-8022 Zurich, 26, Claridenstrasse.
 Ihr Mandat endet mit der Jahreshauptversammlung im Jahr 2010.

- 2) Zum Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft wurde bestellt:

KPMG AUDIT,

Sein Mandat endet mit der Jahreshauptversammlung im Jahr 2010.

- 3) Der Sitz der Investmentgesellschaft ist:

11, rue Aldringen
L-1118 Luxembourg

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, bestätigt hiermit, dass, auf Anfrage der ersten oben genannten Personen, dieses notarielle Dokument in englischer Sprache geschrieben ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Nachfrage der angesprochenen Personen, dass im Fall einer Divergenz von den englischen und dem deutschen Text die englische Version die entscheidende ist.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienene, hat dieselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: A. SIEBENALER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 février 2009. Relation: LAC/2009/4828. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Luxemburg, den 11. Februar 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009019605/242/1281.

(090025439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2009.

WVB, Fonds Commun de Placement.

Das überarbeitete Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 01. Dezember 2008, für den WVB wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, im Februar 2009.

IPConcept Fund Management S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008157107/1239/13.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07356. - Reçu 74,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

LIGA-Pax-Corporates-Union, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement des LIGA-Pax-Corporates-Union, welches am 30. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. Dezember 2008.
Union Investment Luxembourg S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2008157110/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07552. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Invest Euro Rent, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des Invest Euro Rent, welches am 30. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. Dezember 2008.
Union Investment Luxembourg S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2008157112/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07544. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Invest Euro Rent, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement des Invest Euro Rent, welches am 30. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. Dezember 2008.
Union Investment Luxembourg S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2008157115/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07547. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

RP Rendite Plus, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 94.920.

Auszug aus der Niederschrift über die Jahreshauptversammlung der Anteilhaber

In der ordentlichen Hauptversammlung der Gesellschaft vom 16. Januar 2009 haben die Anteilhaber einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- Wiederwahl von Herrn Wilfried Siegmund mit Berufsanschrift 6A, routes de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxemburg, Herrn Horst Eich mit Berufsanschrift Mainzer Landstraße 11-13, D-60329 Frankfurt, Deutschland und Herrn Herbert Wunderlich mit Berufsanschrift Mainzer Landstraße 11-13, D-60329 Frankfurt am Main, Deutschland, als Verwaltungsratsmitglieder bis zur nächsten Jahreshauptversammlung der Gesellschaft am 15. Januar 2010.

- Wiederwahl von KPMG Audit S.à r.l., Luxemburg, mit Berufsanschrift 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg als Abschlussprüfer bis zur nächsten Jahreshauptversammlung der Gesellschaft am 15. Januar 2010.

Für die Richtigkeit des Auszuges
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.
Sonja Maringer / Oliver Eis

Référence de publication: 2009021675/755/21.

Enregistré à Luxembourg, le 29 janvier 2009, réf. LSO-DA10525. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090022253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2009.

BLACKROCK Fund Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerber, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 34.079.

In the year two thousand nine, on the thirtieth day in the month of January.

Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in SANEM (Grand Duchy of Luxembourg),

there appeared:

"BlackRock Group Limited", having its registered office at 33 King William Street, London, EC4R 9AS, United Kingdom (the "Shareholder"),

here represented by Me Josiane SCHROEDER, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given to her under private seal,

said proxy, signed "ne varietur" by the proxy holder of the Shareholder and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholder has requested the undersigned notary to document that the Shareholder is the sole shareholder of "BLACKROCK Fund Management Company S.A.", a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a corporate capital of five hundred thousand US dollars (USD 500,000.-), with current registered office at 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), incorporated on 8 June 1990, the articles of incorporation of which were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 9 July 1990. The Articles of Incorporation have been amended for the last time on 17 August 2006 by deed of the undersigned notary, as published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 2091, on 8 November 2006. It is registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, section B, number 34.079 (the "Company").

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To amend article 1 of the Company's articles of incorporation to provide that it may be composed of one or several shareholders.

2. To amend article 3 of the Company's articles of incorporation to read as follows:

"The purpose of the Corporation is the administration and management of one or more Luxembourg collective investment undertakings (the "Funds") and the issue of certificates or statements of confirmation evidencing undivided co-proprietorship interests in the Funds.

The Corporation shall manage any activities connected with the management, administration and promotion of the Funds. It may on behalf of the Funds, enter into any contracts, purchase, sell, exchange and deliver any securities, process any registrations and transfer into its own name or in third parties' names in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise on behalf of the Funds and the holders of units of the Funds, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting assets of the Funds. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as exemplary.

The Corporation may carry on any activities deemed useful for the accomplishment of its object, remaining always within the limitations set forth by Chapter 14 of the law of 20th December 2002 governing collective investment undertakings."

3. To change the registered office of the Company from Luxembourg-City to the municipality of Niederanven and to amend article 4, paragraph 1 of the articles of incorporation to reflect such change.

4. To amend article 7 of the Company's articles of incorporation to provide the powers the sole shareholder will be vested with.

5. To amend article 8 of the Company's articles of incorporation to change the date of the annual general meeting to the last Friday in the month of June each year at 03.00 p.m.

6. To amend article 9 of the Company's articles of incorporation to detail the documentation of sole shareholder resolutions and of shareholder meetings.

7. To amend article 12 of the Company's articles of association to provide for the mandatory election of a chairman and to clarify the convening of board meetings.

8. To amend article 15 of the Company's articles of incorporation to replace "Merrill Lynch & Co." by "BlackRock, Inc."

9. To amend article 19 of the Company's articles of incorporation to provide that the financial year of the Company starts on 1st January in each year and ends on 31st of December of the following year.

10. To amend article 23 of the Company's articles of incorporation to replace the reference to the law of 30 March 1988 by a reference to the law of 20 December 2002.

11. Miscellaneous minor amendments to articles 1 and 9 of the Company's articles of incorporation.

has requested the notary to document the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolves to amend article 1 of the Company's articles of incorporation by adding a new paragraph reading as follows:

"The Corporation may be composed of one sole shareholder or several shareholders."

Second resolution

The Shareholder resolves to amend article 3 of the Company's articles of incorporation to read as follows:

"The purpose of the Corporation is the administration and management of one or more Luxembourg collective investment undertakings (the "Funds") and the issue of certificates or statements of confirmation evidencing undivided co-proprietorship interests in the Funds.

The Corporation shall manage any activities connected with the management, administration and promotion of the Funds. It may on behalf of the Funds, enter into any contracts, purchase, sell, exchange and deliver any securities, process any registrations and transfer into its own name or in third parties' names in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise on behalf of the Funds and the holders of units of the Funds, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting assets of the Funds. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as exemplary.

The Corporation may carry on any activities deemed useful for the accomplishment of its object, remaining always within the limitations set forth by Chapter 14 of the law of 20th December 2002 governing collective investment undertakings."

Third resolution

The Shareholder resolves to transfer the registered office of the Company from Luxembourg-City to the municipality of Niederanven and to amend article 4, paragraph 1 of the articles of incorporation to read as follows:

"The registered office of the Corporation is established in the municipality of Niederanven, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board (as defined hereinafter)."

The Shareholder resolves that the registered office shall be established at 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

Fourth resolution

The Shareholder resolves to amend article 7 of the Company's articles of incorporation by adding a new paragraph reading as follows:

"In the event that the Corporation is composed of one sole shareholder, the sole shareholder will be vested with all the powers of the general meeting of shareholders pursuant to these Articles of Incorporation and the applicable laws as per Article 23 hereof."

Fifth resolution

The Shareholder resolves to amend article 8 of the Company's articles of incorporation by replacing the first two sentences by the following:

"The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday of the month of June of each year at 3.00 p.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the previous bank business day."

The Shareholder resolves that the annual general meeting to decide on the approval of the accounts for the financial year ended 25 December 2008 shall be held on 26 June 2009.

Sixth resolution

The Shareholder resolves to amend article 9 of the Company's articles of incorporation by adding three new paragraphs to read as follows:

"The resolutions of the sole shareholder shall be documented in writing.

The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary of the meeting and the scrutineer of the meeting and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman."

Seventh resolution

The Shareholder resolves to amend the first sentence of the first paragraph of article 12 of the Company's articles of incorporation to read as follows:

"The Board shall choose from among its members a chairman and may chose one or more vice-chairman."

The Shareholder resolves to amend the first sentence of the fourth paragraph of article 12 of the Company's articles of incorporation to read as follows:

"Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors indicating the date and hour set for such meeting."

Eighth resolution

The Shareholder resolves to replace "Merrill Lynch & Co." in the third paragraph of article 15 of the Company's articles of incorporation by "BlackRock, Inc."

Ninth resolution

The Shareholder resolves to amend article 19 of the Company's articles of incorporation to read as follows:

"The accounting year of the Corporation shall begin on the 1st of January in each year and shall terminate on the 31st of December of the same year."

The Shareholder further resolves that the financial year which began on 26 December 2008 shall end on 31 December 2009.

Tenth resolution

The Shareholder resolves to replace the reference to "30th March, 1988" in article 23 of the Company's articles of incorporation by a reference to "20th December 2002".

Eleventh resolution

The Shareholder resolves to add "(the "Corporation")" behind the first sentence of article 1 of the Company's articles of incorporation and resolves to replace the word "delays" in the first sentence of article 9 of the Company's articles of incorporation by the words "notice periods."

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version and that at the request of the proxy holder of the appearing party and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, said proxy holder signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le trente janvier.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

a comparu:

«BlackRock Group Limited», ayant son siège social à 33 King William Street, Londres EC4R 9AS, Royaume Uni (l'«Actionnaire»),

représentée aux fins des présentes par Me Josiane SCHROEDER, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration lui donnée sous seing privé,

ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire de l'Associé et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Actionnaire a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Actionnaire est le seul et unique actionnaire de «BLACKROCK Fund Management Company S.A.», une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de cinq cent mille dollars américains (USD 500,000.-), ayant son siège social actuel au 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), incorporé le 8 juin 1990, les statuts de laquelle ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 9 juillet 1990. Les statuts ont été modifiés la dernière fois le 17 août 2006 par acte du notaire instrumentant, tels que publiés dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, N° 2091, le 8 novembre 2006. Elle est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 34-.079 (la «Société»).

L'Actionnaire, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été parfaitement informé des décisions à intervenir sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Modifier l'article 1 des statuts de la Société afin de prévoir qu'elle puisse être composée d'un ou des plusieurs actionnaires.

2. Modifier l'article 3 des statuts de la Société comme suit:

«L'objet social de la Société est l'administration et la gestion d'un ou de plusieurs organismes de placement collectif luxembourgeois (les «Fonds») et l'émission de certificats de parts ou de confirmations relatives aux parts de copropriété indivise dans les Fonds.

La Société se chargera de toute action en rapport avec l'administration, la direction et la promotion du Fonds. Elle pourra, pour compte des Fonds, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières, procéder à toutes inscriptions et transferts à son nom et au nom des tiers dans les registres d'actions ou obligations de toutes sociétés luxembourgeoises et étrangères ; exercer pour compte des Fonds et des propriétaires de parts des Fonds tous droits et privilèges en particulier tous droits de vote attachés aux valeurs mobilières constituant les avoirs des Fonds, cette énumération n'étant pas limitative, mais simplement exemplative.

La Société pourra exercer toutes activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet, en restant toujours dans les limites du Chapitre 14 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectifs.»

3. Changer le siège social de la Société de Luxembourg-ville à la commune de Niederanven et modifier l'article 4, alinéa 1 des statuts afin de refléter ce changement.

4. Modifier l'article 7 des statuts de la Société afin de prévoir les pouvoirs de l'actionnaire unique.

5. Modifier l'article 8 des statuts de la Société afin de changer la date de l'assemblée générale annuelle au dernier vendredi du mois de juin de chaque année à 15.00 heures.

6. Modifier l'article 9 des statuts de la Société afin de détailler la documentation des résolutions de l'actionnaire unique et de l'assemblée des actionnaires.

7. Modifier l'article 12 des statuts de la Société afin de prévoir l'élection obligatoire d'un président et clarification de la manière de convoquer une assemblée des administrateurs.

8. Modification de l'article 15 des statuts de la Société afin de remplacer «Merrill Lynch & Co.» par «BlackRock, Inc.».

9. Modification de l'article 19 des statuts de la Société afin de prévoir que l'année sociale de la Société commence le 1er janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

10. Modification de l'article 23 des statuts de la Société afin de remplacer la référence à la loi du 30 mars 1988 par une référence à la loi du 20 décembre 2002.

11. Diverses modifications mineures aux articles 1 et 9 des statuts de la Société.

a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire décide de modifier l'article 1 des statuts de la Société en rajoutant un nouvel alinéa comme suit:

«La Société pourra être composée d'un seul ou de plusieurs actionnaires.»

Deuxième résolution

L'Actionnaire décide de modifier l'article 3 des statuts de la Société comme suit:

«L'objet social de la Société est l'administration et la gestion d'un ou de plusieurs organismes de placement collectif luxembourgeois (les «Fonds») et l'émission de certificats de parts ou de confirmations relatives aux parts de copropriété indivise dans les Fonds.

La Société se chargera de toute action en rapport avec l'administration, la direction et la promotion du Fonds. Elle pourra, pour compte des Fonds, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières, procéder à toutes inscriptions et transferts à son nom et au nom des tiers dans les registres d'actions ou obligations de toutes sociétés luxembourgeoises et étrangères ; exercer pour compte des Fonds et des propriétaires de parts des Fonds tous droits et privilèges en particulier tous droits de vote attachés aux valeurs mobilières constituant les avoirs des Fonds, cette énumération n'étant pas limitative, mais simplement exemplative.

La Société pourra exercer toutes activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet, en restant toujours dans les limites de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectifs.»

Troisième résolution

L'Actionnaire décide de transférer le siège social de la Société de Luxembourg-ville à la commune de Niederanven et de modifier l'article 4, alinéa 1 des statuts comme suit:

«Le siège social est établi à dans la commune de Niedernaven, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du conseil (tel que défini ci-après), des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.»

L'Actionnaire décide d'établir le siège social à 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

Quatrième résolution

L'Actionnaire décide de modifier l'article 7 des statuts de la Société en rajoutant un nouvel alinéa comme suit:

«Au cas où la Société est composé d'un seul actionnaire, cet actionnaire aura tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des actionnaires en accord avec ces Statuts et les lois applicables tel que mentionnées à l'article 23 des présentes.»

Cinquième résolution

L'Actionnaire décide de modifier l'article 8 des statuts de la Société en remplaçant les deux premières phrases comme suit:

«L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg, qui sera fixé dans l'avis de convocation le dernier vendredi du mois de juin de chaque année à 15.00 heures. Si ce jour n'est pas un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour bancaire ouvrable précédant.»

L'Actionnaire décide en outre que l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes arrêtés au 25 décembre 2008 sera tenue en date du 26 juin 2009.

Sixième résolution

L'Actionnaire décide de modifier l'article 9 des statuts de la Société en rajoutant trois nouveaux alinéas comme suit:

«Les résolutions de l'actionnaire unique seront documentées par écrit.

Les procès-verbaux de l'assemblée générale des actionnaires seront signés par le président de l'assemblée, le secrétaire de l'assemblée ainsi que le scrutateur de l'assemblée et pourront être signés par tous les actionnaires ou représentants des actionnaires qui le requièrent.

Des copies ou extraits de tels procès-verbaux qui sont censés être produits dans des procédures judiciaires ou autrement seront signés par le président.»

Septième résolution

L'Actionnaire décide de modifier la première phrase du premier alinéa de l'article 12 des statuts de la Société comme suit:

«Le Conseil choisira parmi ses membres un président et pourra choisir un ou plusieurs vice-présidents.»

L'Actionnaire décide de modifier la première phrase du quatrième alinéa de l'article 12 des statuts de la Société comme suit:

«Avis écrit de toute réunion du Conseil sera donné à tous les administrateurs en indiquant l'heure et la date prévue pour la réunion.»

Huitième résolution

L'Actionnaire décide de remplacer «Merrill Lynch & Co.» dans le troisième alinéa de l'article 15 des statuts de la Société par «BlackRock, Inc.».

Neuvième résolution

L'Actionnaire décide de modifier l'article 19 des statuts de la Société comme suit:

«L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et finit le 31 décembre de la même année.»

L'Actionnaire décide en outre que l'année sociale qui a débuté le 26 décembre 2008 se terminera le 31 décembre 2009.

Dixième résolution

L'Actionnaire décide de remplacer la référence au «30 mars 1988» à l'article 23 des statuts de la Société par une référence au «20 décembre 2002».

Onzième résolution

L'Actionnaire décide de rajouter «(la «Société»)" derrière la première phrase de l'article 1^{er} des statuts de la Société et décide de remplacer le mot «délais» dans la première phrase de l'article 9 des statuts de la Société par le mot «délais».

Le notaire soussigné qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la mandataire de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande de la même mandataire et en cas de divergences entre les deux versions, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. SCHROEDER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 3 février 2009. Relation: EAC/2009/1175. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): BOIÇA.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 18 février 2009.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2009023413/239/270.

(090030308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2009.

LIGA-Pax-Corporates-Union, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des LIGA-Pax-Corporates-Union, welches am 30. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. Dezember 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008157118/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07548. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

TR-Bond-Invest, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des TR-Bond-Invest, welches am 30. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. November 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008157120/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04353. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080183996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

TR-Bond-Invest, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement des TR-Bond-Invest, welches am 30. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. November 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008157122/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04361. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

Union Investment Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 28.679.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Verwaltungsreglement vom 1. Juni 2008 des Umbrella-Fonds, welche am 1. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 1. Dezember 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009012871/685/15.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA05084. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090011956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

UniMoneyMarket, Fonds Commun de Placement.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Sonderreglement vom 1. Juni 2008 des UniMoneyMarket: Euro, welche am 1. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 1. Dezember 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009012827/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA05084. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090011981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

UniEuroRenta Corporates 2012, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des UniEuroRenta Corporates 2012, welches am 30. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 22. Dezember 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009012828/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 janvier 2009, réf. LSO-DA06947. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090014620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2009.

UniGarantPlus: Deutschland (2012), Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des UniGarantPlus: Deutschland (2012), welches am 30. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. November 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009012829/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 janvier 2009, réf. LSO-DA06949. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090014615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2009.

Union Investment Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 28.679.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Sonderreglement vom 1. Oktober 2005 des UniOptima, welche am 1. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 1. Dezember 2008.
Union Investment Luxembourg S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2009013456/685/15.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA05084. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090011906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

ConvertibleProtect-Invest, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des ConvertibleProtect-Invest, welches am 5. Dezember 2008 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxembourg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 22. Dezember 2008.
Union Investment Luxembourg S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2009012830/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 janvier 2009, réf. LSO-DA06952. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090014611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2009.

Global-HighYield-Invest, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des Global-HighYield-Invest welches am 5. Dezember 2008 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxembourg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 22. Dezember 2008.
Union Investment Luxembourg
Unterschriften

Référence de publication: 2009012832/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 janvier 2009, réf. LSO-DA06956. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090014607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2009.

Commodities-Invest, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement des Commodities-Invest, welches am 5. Dezember 2008 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxembourg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 22. Dezember 2008.
Union Investment Luxembourg S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2009012835/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 janvier 2009, réf. LSO-DA06958. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090014601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2009.

Union Investment Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 28.679.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Sonderreglement vom 13. Februar 2004 des UniEuroRenta EmergingMarkets, welche am 1. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxembourg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 1. Dezember 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009013506/685/15.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA05084. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090011908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

Short-Term-Credit-Invest, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des Short-Term-Credit-Invest, welches am 5. Dezember 2008 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 22. Dezember 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009012837/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 20 janvier 2009, réf. LSO-DA06634. - Reçu 42,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090014588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2009.

UniEuroRenta Corporates 2010, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des UniEuroRenta Corporates 2010, welches am 30. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. November 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009012840/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 janvier 2009, réf. LSO-DA06941. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090014580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2009.

UniEuroRenta Corporates 2011, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des UniEuroRenta Corporates 2011, welches am 30. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des sociétés et Associations.

Luxemburg, den 22. Dezember 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009012842/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 janvier 2009, réf. LSO-DA06943. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090014577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2009.

Union Investment Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 28.679.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Verwaltungsreglement vom 13. Februar 2004 der Einzelfonds, Welche am 1. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 1. Dezember 2008.
Union Investment Luxembourg S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2009013607/685/15.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA05084. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090011876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

UniMoneyMarket, Fonds Commun de Placement.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Sonderreglement vom 1. Juni 2008 des UniMoneyMarket USD, welche am 1. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 1. Dezember 2008.
Union Investment Luxembourg S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2009012844/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA05084. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090011983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

UniSector, Fonds Commun de Placement.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Sonderreglement vom 1. Juni 2008 des UniSector: Klimawandel, welche am 1. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 1. Dezember 2008.
Union Investment Luxembourg S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2009012846/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA05084. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090011978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

UniSector, Fonds Commun de Placement.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Sonderreglement vom 1. Juni 2008 des UniSector: GenTech, welche am 1. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 1. Dezember 2008.
Union Investment Luxembourg S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2009012848/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA05084. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090011974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

Pradera Central & Eastern Fund, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

EXTRAIT

Le règlement de gestion daté du 12 février 2009 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 12 février 2009.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2009.

Pour la société

Pradera Central Management S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2009019603/267/15.

Enregistré à Luxembourg, le 29 janvier 2009, réf. LSO-DA10668. - Reçu 102,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090026434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2009.

UniSector, Fonds Commun de Placement.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Sonderreglement vom 1. Juni 2008 des UniSector: BasicIndustries, welche am 1. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Luxembourg, den 1. Dezember 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009012851/685/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA05084. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090011971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

UniSector, Fonds Commun de Placement.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Sonderreglement vom 1. Juni 2008 des UniSector: ConsumerGoods, welche am 1. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 1. Dezember 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009012855/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA05084. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090011968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

2XTV S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 107.101.

PROJET DE FUSION

Les Conseils d'administration des deux Sociétés ci-après désignées, à savoir:

- TORREKENS HOLDING N.V. (ci-après encore désignée "société absorbante", Société Anonyme ayant son siège social à APPELTERRE-EICHEM (B-9400) situé au 99 Neerstraat, ayant le numéro d'Entreprise BE 0475.650.386, constituée suivant acte reçu par Maître Dirk Van Den Haute en date du 3 septembre 2001 publié au Moniteur Belge sous le numéro 200110927-367 en date du 27 septembre 2001.

La Société a un capital de EURO 836.000 représenté par 100 actions sans désignation de valeur nominale.

La société a principalement comme objet social:

- la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres sociétés et entreprises (Holding);
- la société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise à moyen de prêts etc.
- la gestion de biens mobiliers et immobiliers ainsi que tout acte directement ou indirectement lié à cet objet;
- l'acquisition, la gestion, la mise en valeur par location et de toute autre manière et, le cas échéant, la vente d'immeubles de toute nature.
- la procuration de services d'assistance et d'appui au tiers, sous formes les plus diverses, et ceci au niveau de gestion, organisation etc.

1. 2XTV S.A. (ci-après encore désignée "société absorbée"), Société anonyme ayant son siège social à LUXEMBOURG (L-2086) situé au 23, avenue Monterey, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section

B et le numéro 107.101, constituée suivant acte reçu par Maître Jean Seckler en date du 16 mars 2005, publié au Mémorial C n° 778 du 30 août 2005.

La Société a un capital de EURO 60.000 représenté par 100 actions d'une valeur nominale de EURO 600 chacune.

La société a principalement comme objet social:

- la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres sociétés et entreprises (Holding);
- la société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise à moyen de prêts etc.
- la gestion de biens mobiliers et immobiliers ainsi que tout acte directement ou indirectement lié à cet objet;
- l'acquisition, la gestion, la mise en valeur par location et de toute autre manière et, le cas échéant, la vente d'immeubles de toute nature.

Ces deux Sociétés sus désignées, encore dénommées ci-après "les sociétés fusionnantes" ont considéré comme approprié de se réorganiser de façon à fonctionner sous forme d'une seule et unique société; la Société TORREKENS HOLDING N.V. devant absorber la Société 2XTV S.A.

Les sociétés fusionnantes proposent, en conséquence, à leurs actionnaires d'approuver une fusion en vertu de laquelle la Société TORREKENS HOLDING N.V. absorbera la Société 2XTV S.A., en application des articles 278 et suivants de la Loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi qu'en application des articles 719 et suivants du Code des Sociétés belge, au moyen du transfert de l'intégralité du patrimoine activement et passivement sans exception ni réserve, de la société absorbée à la société absorbante.

La société absorbante détient la totalité des 100 actions de la société absorbée.

Cette fusion sera réalisée selon les modalités suivantes:

Pour établir les conditions de l'opération, la fusion est basée sur une situation comptable intermédiaire des sociétés fusionnantes établi à la date du 30 novembre 2008. La fusion se réalisera d'un point de vue comptable et fiscal entre la société absorbée et la société absorbante avec effet au 30 novembre 2008. A compter de cette date, les opérations de la société absorbée seront considérées comme accomplies du point de vue comptable et fiscal pour le compte de la société absorbante, et tous bénéfices ou pertes réalisées par la société absorbée après cette date seront censés réalisés pour le compte de la société absorbante.

La fusion sera réalisée définitivement à la date où interviendront les décisions concordantes des Assemblées Générales Extraordinaires prises par devant notaire au sein des sociétés fusionnantes ratifiant le projet de fusion.

Chaque obligataire de la société absorbée s'est engagé à approuver la fusion par courrier; renonçant, par conséquent, à la réunion d'une assemblée générale des obligataires.

Les actionnaires de la société absorbée sont en droit, pendant un (1) mois à compter de la publication au Mémorial du projet de fusion, et selon l'article 720 du Code de Sociétés, pendant un (1) mois précédant l'assemblée générale qui libérera le projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social de la Société, des documents tels que déterminés à l'article 267 de la loi en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, à savoir: le projet de fusion, les comptes annuels et les rapports de gestion des trois derniers exercices ainsi qu'un état comptable arrêté au 30 novembre 2008. Une copie des documents peut être obtenue par tout actionnaire sans frais sur simple demande.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux comptes de la société absorbée prendront fin à la date de réalisation définitive de la fusion par la réunion des assemblées générales extraordinaires des sociétés fusionnantes; décharge est accordée aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes de la société absorbée.

Par l'effet de la fusion, la société absorbée sera dissoute et toutes les actions qu'elle a émises seront annulées.

La société absorbante deviendra propriétaire des biens apportés par la société absorbée dans l'état où ceux-ci se trouvent à la date effective sans droit de recours contre la société absorbée pour quelque raison que ce soit.

La société absorbée garantit à la société absorbante que les créances cédées dans le cadre de la fusion sont certaines mais elles n'assument aucune garantie quant à la solvabilité des débiteurs cédés.

La société absorbante acquittera à compter de la date effective tous impôts, taxes, redevances, primes d'assurance et autres, tant ordinaires qu'extraordinaires, qui grèveront ou pourront grever la propriété des biens apportés.

La société absorbante exécutera tous contrats et tous engagements de quelque nature que ce soit de la société absorbée tels que ces contrats et engagements existent à la date effective.

Les droits et créances compris dans le patrimoine de la société absorbée sont transférés à la société absorbante avec toutes les garanties tant réelles que personnelles qui y sont attachées. La société absorbante sera ainsi subrogée, sans qu'il y ait novation, dans tous les droits réels et personnels de la société absorbée en relation avec tous les biens et contre tous les débiteurs sans exception, le tout conformément à la répartition des éléments du bilan.

La société absorbante assumera toutes les obligations et dettes de quelque nature que ce soit de la société absorbée. En particulier, elle paiera en principal et intérêts toutes dettes et toutes obligations de quelque nature que ce soit incombant à la société absorbée.

Il n'est pas attribué d'avantage particulier audit Réviseur d'Entreprises, ni aux membres du Conseil d'administration ou aux Commissaires aux comptes des sociétés qui fusionnent.

Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège social de la société absorbante

La société absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la cession de tous les avoirs et obligations par la société absorbée à la société absorbante.

Appelterre-Eichem, le 3 février 2009.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION TORREKENS HOLDING N.V.

Bart Torrekens / Jo Torrekens

Administrateur / Administrateur

Luxembourg, le 3 février 2009.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION 2XTV S.A.

S. BOUREKBA / A. GRAZIANO / A. VIGNERON

Administrateur / Administrateur / Administrateur Présidente du Conseil

Référence de publication: 2009020976/795/96.

Enregistré à Luxembourg, le 16 février 2009, réf. LSO-DB05058. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090028202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2009.

UniSector, Fonds Commun de Placement.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Sonderreglement vom 1. Juni 2008 des UniSector: Finance, welche am 1. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 1. Dezember 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009012863/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA05084. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090011966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

UniSector, Fonds Commun de Placement.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Sonderreglement vom 1. Juni 2008 des UniSector: HighTech, welche am 1. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 1. Dezember 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009012864/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA05084. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090011960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

UniSector, Fonds Commun de Placement.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Sonderreglement vom 1. Juni 2008 des UniSector: MultiMedia welche am 1. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 1. Dezember 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009012866/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA05084. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090011959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

VV-Strategie, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg zur Einsicht hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20.02.2009.

Unterschrift.

Référence de publication: 2009022960/2501/10.

Enregistré à Luxembourg, le 28 janvier 2009, réf. LSO-DA09792. - Reçu 52,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090029958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2009.

UniSector, Fonds Commun de Placement.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Sonderreglement vom 1. Juni 2008 des UniSector: BioPharma, welche am 1. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 1. Dezember 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009012869/685/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA05084. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090011957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

UniEuroAspirant, Fonds Commun de Placement.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Sonderreglement vom 1. Oktober 2005 des UniEuroAspirant, welche am 1. Dezember 2008 in Kraft tritt, wurde einregistriert in Luxemburg beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 1. Dezember 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009013510/685/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA05084. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090011899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

MFS Investment Funds, Fonds Commun de Placement.

La version coordonnée du règlement de gestion concernant le fonds commun de placement MFS Investment Funds, a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

The consolidated management regulations with respect to the fund MFS Investment Funds, have been filed with the Luxembourg trade and companies register.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations à Luxembourg.

MFS INVESTMENT MANAGEMENT COMPANY (LUX) S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009014793/250/14.

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2009, réf. LSO-DB00526. - Reçu 74,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090019322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2009.
